4133

CILSS

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF

Burkina Faso | Cap-Vert | Gambie | Guinée Bissau | Mali | Mauritanie | Niger | Sénégal | Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT
PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

REUNION DU COMITE TECHNIQUE

8 - 10 AVRIL 1991
OUAGADOUGOU

B I L A N DES A C T I V I T E S

PROGRAMME DE 4EME ANNEE

PR/DIAPER/07/03/1991

ECA/DO9/91

MARS 1991

B. P. 7049 OUAGADOUGOU TELEX DIAPER 5378 BF Tél. : 33-66-92

REUNION DU COMITE TECHNIQUE

8 - 10 AVRIL 1991

B I L A N DES A C T I V I T E S

PROGRAMME DE 4EME ANNEE

PR/DIAPER/07/03/1991

ECA/D09/91

MARS 1991

S O M M A I R E

PAGES

I. BILAN DE L'ANNEE 3 4

1. L'ESTIMATION DES DISPONIBILITES EN CEREALES : PRODUCTION ET STOCKS 4

2. L'ESTIMATION DES BESOINS EN CEREALES : MARCHES ET CONSOMMATION, SEMENCES ET PERTES 12
2.1. Les enquêtes suivi des marchés 12
2.2. Les enquêtes consommation de céréales 17
2.3. Les enquêtes pilotes pertes et semences 19

3. LES ENQUETES ELEVAGE 19
3.1. Recensement du cheptel 19
3.2. Enquête suivi des troupeaux 22
3.3. Enquête suivi des marchés à bétail 23

4. AUTRES ENQUETES SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE 24
4.1. cultures de décrue 25
4.2. cultures de contresaison 25

5. CONCLUSIONS 26
5.1. Rappel des objectifs de troisième année 26
5.2. Constats à l'issue de cette troisième année 26

II. PROGRAMMATION 4EME ANNEE ET PERSPECTIVES 31

1. Programmation 4ème année 31
1.1. Programme Régional 31
1.2. Programmes Nationaux 32
1.2.1. Burkina Faso 32
1.2.2. Cap Vert 33
1.2.3. Gambie 33
1.2.4. Guinee Bissau 33
1.2.5. Mali 34
1.2.6. Mauritanie 34
1.2.7. Niger 34
1.2.8. Sénégal 35
1.2.9. Tchad 35

2. Perspectives 36
2.1. Ecueils à éviter 36
2.2. Notion de zones à risques 37

III. CONCLUSION 38

ANNEXE I : TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES DE 4EME ANNEE
ANNEXE II : BUDGETS POUR LA 4EME ANNEE
ANNEXE III : PERSONNES RENCONTREES
ANNEXE IV : CALENDRIER DES RENCONTRES

La mission de programmation de la 4ème année de DIAPER II avait pour objet :

- faire le point des activités de la 3ème année et de la situation d'ensemble ;

- examiner les devis programmes pour la 4ème année.

La mission était conduite par M. BA IBRAHIMA DEMBA, Coordonnateur DIAPER à OUAGADOUGOU, accompagné de M. RAMPNOUX Guy, représentant l'OSCE à LUXEMBOURG. Les animateurs locaux de chacun des pays visités ont organisé le calendrier de rencontres et de réunions.

Elle n'a pas pu se rendre à N'Djaména pour des raisons d'avion.

*

* *

L'objectif général du projet est de renforcer la qualité des informations statistiques dans les secteurs des céréales et de l'élevage afin de permettre une meilleure définition des politiques nationales d'autosuffisance et de sécurité alimentaire mais également de promouvoir une politique sahélienne à l'échelle de la région.

DIAPER visait surtout "l'amélioration des instruments de diagnostic permanent pour la sécurité alimentaire" par la mise en place de dispositifs fiables et opérationnels. Si la première phase a surtout consisté en la mise en place d'enquêtes agricoles annuelles et en la formation des agents, la deuxième phase s'est attachée à consolider les acquis et à développer l'investigation sur les différents postes du bilan céréalier et dans le domaine de l'élevage.

Parvenu à la quatrième et dernière année de cette deuxième phase, il semble logique, avant d'en programmer le déroulement, de s'interroger sur les résultats, de faire l'inventaire des difficultés rencontrées, et d'inventorier les pistes possibles pour une éventuelle 3ème phase.

La mission de programmation qui fait l'objet du présent rapport s'est efforcée d'apporter quelques éléments de réponse à ces différentes questions.

*

* *

Des rencontres préalables ont permis d'informer les responsables nationaux de l'objet de cette dernière mission de programmation de DIAPER II et de les sensibiliser à l'intérêt des dispositifs statistiques mis en place. L'accent a été mis sur l'importance des résultats obtenus pour assurer la sécurité alimentaire et sur la nécessité d'une prise en charge progressive des enquêtes et des systèmes de relevés de prix par les Etats. Des suggestions ont été faites pour organiser le financement et l'utilisation des fonds de contre partie de l'aide alimentaire a notamment été envisagée.

Si les personnes rencontrées se sont toutes montrées convaincues de la nécessité de la poursuite des travaux entrepris par le projet, et sont toutes persuadées de l'indispensable autonomie des dispositifs nationaux, elles ont, par contre, invoqué les difficultés économiques traversées et les plans d'ajustements structurels auxquels les pays sont soumis pour justifier la participation financière encore très limitée des Etats. Néanmoins, des engagements ont été pris pour apporter dans l'avenir une contribution plus substantielle (1). La proposition d'un recours éventuel aux fonds de contrepartie a retenu l'attention et des dispositions ont été imaginées pour aménager le financement des opérations.

Les réunions de programmation avec la composante nationale ont permis de faire le point sur l'avancement des travaux, d'exposer les problèmes rencontrés, et enfin d'arrêter la programmation pour la quatrième année du projet. Ces réunions se sont déroulées dans un parfait esprit de collaboration et même si les fonds mis à disposition n'étaient pas toujours à la hauteur des espérances, il a toujours été possible de trouver un compromis.

*

* *

Le présent rapport se veut un complément et une actualisation du rapport d'activités arrêté au 31/12/1990.

Il s'efforce de rendre compte dans une première partie des travaux réalisés en année 3 et des difficultés rencontrées. Dans une deuxième partie, il énonce les activités prévues pour l'année 4 et dresse le budget requis du projet. Enfin, en conclusion, il esquisse des pistes de réflexion pour l'élaboration éventuelle d'un DIAPER III.

L'aspect institutionnel largement abordé dans le document du 31/12/1990 n'est pas repris ici, seul le bilan des activités techniques est établi.

Ce bilan de l'année 3 concerne d'abord les opérations menées pour établir le bilan céréalier. Tout d'abord, l'enquête pivot qui permet de prévoir tous les ans, suffisamment à l'avance, une estimation de production. Mais aussi, les enquêtes menées parallèlement pour déterminer les autres disponibilités et notamment les stocks paysans. Ensuite, les enquêtes qui doivent nous permettre de mieux définir les besoins : consommation, semences, pertes, ainsi que les enquêtes qui donnent des informations sur les tendances des marchés, abondance ou pénurie.

Le bilan céréalier, bien que souvent déterminant, ne saurait nous rendre compte entièrement de la situation alimentaire des populations, laquelle peut dépendre d'autres productions et notamment de l'élevage dans les pays à vocation pastorale, soit que celui-ci serve de monnaie d'échange, soit même qu'il contribue de façon importante à la ration alimentaire (2).

---

(1) Au Mali, le Ministre de l'Agriculture nous a suggéré de rencontrer son collègue des Finances. Au Sénégal, le Directeur de l'Agriculture s'est engagé à "se battre" pour ouvrir une ligne budgétaire.

(2) Lait et autres productions animales en Mauritanie.

Enfin, d'autres productions qui ont connu ces dernières années un développement rapide : cultures maraîchères essentiellement, constituent quelquefois un appoint non négligeable, soit encore, qu'elles entrent directement dans la ration alimentaire, soit qu'elles permettent d'accéder à un pouvoir d'achat. La connaissance de ces productions s'avère très délicate, l'existence même de ces cultures dépend de nombreux facteurs et le paysan ne se sent nullement tenu de les reconduire régulièrement même si les conditions s'y prêtent. Néanmoins, comme elles constituent une alternative possible, souvent mise en avant par les responsables politiques, les services de l'agriculture se montrent très intéressés à connaître leur importance.

En conclusion de cette première partie, il nous a paru important de faire un rapprochement entre les objectifs fixés pour cette troisième année et les résultats atteints.

Dans une deuxième partie, nous avons repris pays par pays les budgets arrêtés d'un commun accord.

Enfin, en **conclusion,** nous avons cru bon de mentionner les idées glanées tout au long de cette mission et qui pourraient servir d'indicateurs pour l'élaboration de DIAPER III.

I. BILAN DE L'ANNEE 3

1. L'ESTIMATION DES DISPONIBILITES EN CEREALES : PRODUCTIONS ET STOCKS

1.1. BURKINA FASO

L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE constitue l'opération maîtresse de l'activité de la statistique agricole. Cette année plusieurs améliorations ont été apportées au niveau du dispositif :

- Les 131 enquêteurs sont affectés exclusivement à la collecte des données et sont recrutés sur les différents projets qui opèrent dans les provinces : PPR (3) (financement hollandais), Projet hollandais à Koudougou, Projet Intégré de Développement Rural dans la Tapoa (CCCE), PRSAP (4) (Banque Mondiale). Un comité de coordination des enquêteurs est en cours d'élaboration. Les enquêteurs dépendent des CRPA (5) pour leur fonctionnement, sur le plan des enquêtes c'est la DEP qui décide. La DEP (6) et les CRPA ont constitué une cellule de contrôle au niveau de chaque CRPA (autorité effective sur les enquêteurs de la DEP garantie par le chef de la Statistique Agricole).

- Les enquêteurs sont répartis par province et par CRPA en fonction de l'importance géographique et démographique des zones enquêtées. Les chefs enquêteurs ont à charge une ou deux provinces et un ou deux superviseurs par CRPA coordonnent les activités sur le terrain. L'équipe centrale organise une sortie de supervision par mois en moyenne.

- Jusqu'alors le choix de l'échantillon était fonction de la présence des enquêteurs, maintenant l'échantillon est arrêté sur la base du recensement de 1985. 2402 ménages répartis sur 401 villages ont été enquêtés.

- Maintenant toutes les parcelles de l'échantillon maître sont mesurées, jusqu'alors les parcelles n'étaient mesurées que sur un sous-échantillon.

- L'enquête est traitée de façon décentralisée et les contrôles de cohérence qui assurent la qualité de la collecte sont maintenant entièrement assurés.

Tous les enquêteurs ne disposent pas encore de moyens de déplacement (7), des aménagements sont encore nécessaire pour organiser leurs déplacements.

---

(3) Projet Planification Rurale
(4) Projet de Relance des Structures d'Appui aux Producteurs
(5) Centre Régional de Promotion Agro-pastoral
(6) Direction des Etudes et Programmes
(7) Ceux prix en charge sur le PRSAP

L'enquête **EVALUATION DES STOCKS PAYSANS** était intégrée au dispositif d'enquête permanente. Un questionnaire pour l'estimation des prévisions de récoltes par interview a été adjoint à l'enquête permanente. Les résultats obtenus à la prévision de récoltes seront rapprochés des résultats définitifs de l'enquête permanente dès qu'ils seront connus.

1.2. CAP VERT

Le RECENSEMENT AGRICOLE 1988-1989 réalisé sur financement conjoint, DIAPER FAO CAPVERT, a été finalisé. Le premier volume de la version portugaise est prêt depuis Juin 1990, la publication de la version française est en cours. Cinq autres volumes sont prévus :

Vol 2 : Données socio démographiques

Vol 3 : Structures agraires

Vol 4 : Les conditions de production

Vol 5 : Autres données. Elevage, équipement intrant ventes et transports

Vol 6 : La femme

Le traitement en cours des données souffre du manque d'informaticiens.

L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE financée par DIAPER est conduite par le "Cabinete des Etudes et Planification". La FAO apporte une collaboration technique.

Du fait de l'arrivée tardive des pluies fin juillet, (8) l'enquête a été engagée avec retard, néanmoins, la préévaluation était disponible dès fin Octobre 1990. Les superviseurs qui surveillent la saisie des informations et leur traitement sont actuellement en formation (février 1991), la publication des résultats provisoires risque en être affectée.

La collecte des données définitives sur les carrés de rendement s'effectuera fin Février 1991 pour les céréales et un peu plus tard pour les haricots. Les résultats définitifs devraient être prêts en Juillet 1991, plus tôt que l'an passé.

1.3. GAMBIE

Mis à part les salaires du personnel, **l'ENQUETE PERMANENTE** est entièrement financée par DIAPER. Un séminaire de formation en Mai 1990 a introduit l'enquête permanente agricole (NASS).

Le rapport prévisionnel sur la récolte 1990-1991 était prêt dès le 10 Octobre. Pressé par les autorités impatientes de connaître les premiers résultats des enquêtes, le "Planning Programming and Monitoring Unit" (PPMU) a dû accélérer la publication.

---

(8) Le mois d'Août a aussi été très peu arrosé. Les pluies ont cependant été abondantes en Octobre sur tout le pays.

L'ENQUETE TEST STOCKS PAYSANS a été conduite dans les six régions et les résultats ont été publiés en Octobre 1990 avec les prévisions de récolte.

1.4. GUINEE-BISSAU

Le recensement agricole réalisé en 1988/89 sur financement conjoint DIAPER/ASDI/PNUD-FAO et Guinée-Bissau a été finalisé (9). La publication est en cours.

Le recensement a fourni une base pour l'**ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE**. Cette enquête porte sur le suivi de la campagne, la prévision et l'évaluation de récoltes. **L'ENQUETE STOCKS PAYSANS** y est intégrée. Les opérations de terrain se sont achevées correctement malgré quelques difficultés matérielles. Les résultats définitifs devraient paraître incessamment. C'est la division statistique agricole logée au sein du GAPLA qui a réalisé toutes ces enquêtes. Elle est devenue maintenant assez performante, grâce aux efforts fournis depuis 1986 par le projet DIAPER qui a joué un rôle de catalyseur pour amener d'autres bailleurs de fonds.

Des progrès substantiels ont été réalisés dans le domaine de la formation. Un personnel permanent a été formé : 85 enquêteurs, 35 contrôleurs, 8 superviseurs, 6 dépouilleurs et 5 agents de saisie. S'y ajoutent une formation moyenne (1 à 2 ans) en statistique et en informatique.

1.5. MALI

L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC) est régulièrement reconduite depuis cinq ans, 23 enquêteurs supplémentaires ont été recrutés cette année et sont financés après aménagement interne des ressources (83 enquêteurs au lieu de 60 l'an passé).

Le chiffre de prévision de récoltes était disponible en Octobre, mais un malentendu s'est glissé entre les deux structures de tutelle : la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), et la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI). Prise de court par l'arrivée de la mission d'évaluation CILSS/FAO, et faute d'un accord préalable, la DNSI a avancé un chiffre issu de l'enquête avant d'en avoir informé la DNA qui, surprise des résultats ne pouvait accepter le chiffre. Des dispositions ont été prises pour éviter le renouvellement de l'incident et le Ministère de l'Agriculture a adressé une requête à la FAO pour une nouvelle mission CILSS/FAO (10). Dorénavant, dès la saisie des informations et pour l'apurement des données, la DNA sera associée.

L'enquête **ESTIMATION DES STOCKS PAYSANS** est maintenant intégrée à l'EAC. Elle ne présente pas de problèmes dans son déroulement. Mais les informations qu'elle apporte doivent nécessairement être prises en compte dans le bilan céréalier, cette année les stocks paysans ont été estimés sur la base des résultats connus au 30 Septembre.

Les deux méthodes : interview et mesures ont été utilisées mais seules les informations issues des interviews ont été exploitées. Cette année, il n'y a pas d'écarts sensibles apparents entre les résultats des deux méthodes, l'an

(9) ASDI : Coopération Suédoise

(10) Celle-ci devrait se rendre prochainement au Mali.

passé l'écart était de un à trois, mais il tenait plus à des erreurs de mesures ou de calculs qu'à la sous-estimation des paysans. Les interviews sont assez librement acceptés et les informations communiquées semblent acceptables. L'enquête par mesures se déroule en deux passages, au premier on effectue un recensement des greniers et au second on relève les mesures. Les calculs sont effectués lors de la saisie.

Le financement de l'enquête, salaires mis à part, repose sur DIAPER, le PADEM qui intervenait auparavant s'est maintenant entièrement retiré.

1.6. MAURITANIE

L'ENQUETE SUIVI PREVISION ESTIMATION DE RECOLTES (ESPER) a pu avancer une prévision dès Octobre à partir des semis et levées des cultures en diéri (cultures pluviales), celles-ci représentent 75% en moyenne de la récolte annuelle. Pour les cultures sur Walo (décrues) et dans les bas fonds, l'estimation du potentiel cultivable porte sur le débit du fleuve et sur la pluviométrie, mais, à cette date, il est encore impossible de recenser les terrains qui ne seront mis en culture que plus tard.

La deuxième estimation en Janvier repose sur les superficies et rendements observés en diéri et sur les surfaces ensemencées en walo et bas fonds. Enfin, les rendements définitifs en Avril-Mai sont estimés à partir de tous les rendements observés.

En ce qui concerne les cultures irriguées, la SONADER (11) effectuait les observations sur ses périmètres encadrés et la Direction de l'Agriculture sur les périmètres privés. Depuis cette année, le Service de la Statistique Agricole (SSA) en collaboration avec la SONADER a fait un relevé exhaustif des périmètres irrigués (encadrés et privés), l'objectif est d'harmoniser les méthodes d'évaluation qui, jusqu'alors, différaient d'une région à l'autre. Une approche méthodologique conjointe est en cours d'élaboration.

L'ESPER couvre 227 villages et 1600 exploitations dans les sept provinces de la zone agro-pastorale. Un bureau central à Nouakchott et, jusqu'alors, cinq bureaux régionaux (dont deux couvraient deux régions) exclusivement affectés aux tâches statistiques conçoivent et supervisent les enquêtes (12). Les enquêteurs contrôleurs salariés de l'Etat (13) et indemnisés par DIAPER effectuent les mesures et posent les carrés de rendement, les enquêteurs observateurs, villageois sensibilisés et formés, indemnisés par DIAPER, suivent les exploitations sous échantillon.

Pour cette campagne, la 2ème estimation prévisionnelle en Janvier a avancé un chiffre de production de céréales en retrait de 32% par rapport à celui retenu en Octobre (75 000 tonnes au lieu de 109 000 tonnes prévues). Cet

---

(11) Société Nationale pour le Développement Rural

(12) Trois nouveaux bureaux régionaux viennent d'être créés :
- **TRARZRA, jusqu'alors couvert par BRAKNA supervisera surtout les cultures irriguées;**
- **ADRAR, ouvre une nouvelle zone d'enquêtes;**
- **TAGANT, ouvre une nouvelle zone d'enquêtes ;**

(13) Enquêteurs contrôleurs ont été recrutés cette année pour la couverture des zones irriguées.

écart tient à l'arrêt brusque des pluies en Août après les premières mesures, et c'est un fait que les surfaces travaillées ensuite étaient loin de correspondre aux surfaces ensemencées en diéri en début de saison.

Les années précédentes l'écart n'avait jamais été aussi grand. Cette observation met en relief plusieurs faiblesses : pour les utilisateurs, elle révèle la fragilité du dispositif, et risque compromettre le crédit de l'appareil statistique, pour le service statistique, elle pose le problème du moment opportun de collecte des données et souligne la nécessité de raccourcir le délai de traitement et d'exploitation. En effet, dès octobre, lors de la publication des résultats, des informations beaucoup plus complètes sont alors disponibles mais non enregistrées, la prévision élaborée en Octobre ne tient compte que des observations effectuées en Juillet, l'idéal serait que cette première estimation d'octobre puisse s'appuyer sur des observations plus récentes, de septembre par exemple. Les informations disponibles en Septembre Octobre sont forcément beaucoup plus riches d'enseignements, et s'il n'est pas possible de les exploiter immédiatement peut-on alors différer d'une ou deux semaines le délai optimum de publication de la première estimation ? Ce problème se pose en Mauritanie de façon cruciale.

Outre le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, il existe un comité technique de programmation alimentaire qui arrête les chiffres prévisionnels de production au vu de l'enquête et décide des mesures à prendre en matière de sécurité alimentaire

Le Service des Statistiques Agricoles est directement rattaché au Ministre et est indépendant des autres directions, techniquement il dépend de l'Office National des Statistiques. Si cette autonomie lui confère une liberté de manoeuvre, elle lui enlève aussi aux yeux de la Direction de l'Agriculture une certaine crédibilité, la Direction de l'Agriculture souhaiterait être davantage impliquée dans la production statistique. Elle avoue être quelquefois surprise par les rendements estimés par la statistique, elle pense pouvoir apporter une contribution utile, et demande à être consultée.

1.7. NIGER

Jusqu'alors l'**ENQUETE PREVISION ET ESTIMATION DE RECOLTES (EPER)** était conduite par la Direction des Statistiques de l'Agriculture et de l'Elevage. Depuis le 19 Novembre 1990 **(14)**, cette Direction a été supprimée et les tâches statistiques relèvent à la fois de la Direction de l'Agriculture **(15)**, de la Direction de l'Elevage et des Industries Animales **(16)** et de la Direction des Etudes et de la Programmation (DEP) **(17)**. Cette dernière disposerait d'un service "Analyse et Coordination des Statistiques" subdivisé en deux sections : Section Analyse des Politiques (SAP) et Section Coordination des Statistiques (SCS) **(18)**. Ces nouvelles dispositions affectent l'Enquête Prévision et

---

(14) Arrêté n° 114/MAG/EL/CAB
(15) Arrêté n° 011/MAG/EL/DA du 21/01/91 Titre I c) Service des Statistiques Agricoles
(16) Arrêté n° 114/MAG/EL/CAB - Article 2 alinéa 10 et 11
(17) Arrêté n° 114/MAG/EL/CAB - Article 5 alinéa 12 et 13
(18) Article 6 d'un Arrêté en cours d'approbation.

Estimation de Récoltes, les agents qui y participent sont maintenant éclatés entre plusieurs services et l'instance de coordination s'avère bien fragile.
Il est important de noter par ailleurs, que le NIGER s'est doté depuis l'an passé d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) placé auprès de la Primature et que l'animation locale de DIAPER y a été logée. Cette attitude traduit l'importance que le pays accorde à sa sécurité alimentaire et le rôle déterminant attribué aux instruments mis en place par DIAPER pour le fonctionnement de cette institution.

Pour cette campagne, la collecte des données s'est effectuée sous la précédente Direction de la Statistique et l'exploitation de l'enquête se poursuit au niveau du Service des Statistiques Agricoles (SSA) de la Direction de l'Agriculture, sous la direction d'un Ingénieur des Travaux Statistiques relevant de la DEP. Le traitement des données accuse un certain retard et la saisie des informations concentrées à la SSA souffre d'un manque de personnel. Il est peu vraisemblable que la publication des résultats définitifs soit effectuée dans les mêmes délais que l'an passé, quoiqu'en disent les responsables. En revanche, un effort a été fait dans la collecte des données : 415 villages ont été enquêtés (y compris la région d'Agadez), les champs des épouses et des aides ont aussi été couverts, les questionnaires ont été mieux remplis et l'estimation des superficies paraît plus rigoureuse. Le fichier du recensement de la population 1988 n'étant toujours pas accessible, l'ancien échantillon a été reconduit, ce qui a permis d'accélérer la collecte, mais la base de sondage qui a servi au tirage de l'échantillon est maintenant beaucoup trop ancienne et doit impérativement être renouvelée. Enfin, un accroissement substantiel des moyens de collecte et de contrôle a permis une plus grande régularité dans la collecte et une plus grande assiduité dans les contrôles. Les résultats prévisionnels de l'enquête étaient disponibles fin septembre 1990.

Malheureusement, un ajustement des données opéré au niveau central sans consultation des responsables régionaux a entraîné une certaine perturbation au moment de la publication du chiffre de prévision. Bien qu'un terme ait été mis à cette hésitation et que le Chef de l'Etat lui-même ait entériné le chiffre issu de l'enquête, il n'a pas été possible d'empêcher que d'autres chiffres soient introduits et qu'un certain discrédit se soit manifesté à l'endroit du service statistique. La publication des résultats définitifs devraient mettre un terme à cette valse hésitation (d'où l'urgence).

L'estimation des récoltes par interview a été poursuivie et le questionnaire 4 bis qui y correspond rempli, mais le traitement des informations n'a pas été effectué.

L'ENQUETE STOCK PAYSAN est intégrée à l'EPER, comme un volet de celle-ci. Les résultats obtenus ont pu être compris dans le calcul du bilan alimentaire de 1990-1991.

L'ENQUETE SUIVI DE CAMPAGNE a été poursuivie. Le "Bulletin agro-hydro-météorologique" est régulièrement publié toutes les décades, 3 à 8 jours après la collecte des informations. Composé de 20 pages, il rend compte de la situation météorologique, de la situation pluviométrique, de la situation hydrologique, de la situation agro-météorologique, de la situation phytosanitaire, de la situation pastorale, de la situation des cultures. Il est diffusé à 150 exemplaires par porteur ou expédié par voie postale. Le "Bulletin de situation à mi-parcours" qui avait été très apprécié l'an passé n'a pu

paraître cette année : la Direction de la Statistique agricole ayant diffusé une publication qui faisait déjà état de la situation, l'analyse de fonds n'a donc pas été faite.

Cette année 96 sites, au lieu de 60 l'an passé, ont été enquêtés. Tous ces sites ont reçu la visite de la mission de suivi. 74 sites ont été effectivement régulièrement relevés. La transmission par Fax a été généralisée. Les défaillances semblent être dues à une insuffisante sensibilisation des agents sur l'importance de ces informations mais aussi parce qu'ils n'auraient pas perçu assez tôt les indemnités dues.

La qualité et l'importance des informations communiquées est unanimement reconnu et celles-ci sont requises pour la prise de décisions aussi bien au niveau national qu'au niveau des bailleurs de fonds.

1.8. SENEGAL

En Avril 1990, le séminaire national sur le bilan de l'année 1989-1990 a permis aussi de préparer **l'ENQUETE AGRICOLE 1990-1991**. Celle-ci a donc pu être entreprise très tôt. Fin Janvier 1991, trois documents étaient disponibles :

- 1er document : évaluation des superficies,
- 2ème document : Prévision de récoltes (Dès Octobre)
- 3ème document : Résultats estimés définitifs

Bien qu'un logiciel pour le traitement informatique ait été mis en place, cette année encore le traitement a été d'abord manuel. Les données saisies sur place dans les régions sont traitées sur place et centralisées seulement ensuite, alors que pour le traitement informatique, les données sont tout de suite centralisées. Au Sénégal, la communication des informations prend souvent beaucoup de retard : 3 semaines, un mois peuvent s'écouler avant de recevoir les documents transmis par les régions, la saisie informatique des fiches est reportée d'autant. Celle-ci prend ensuite beaucoup de temps du fait de l'accès à un seul ordinateur.

Le traitement manuel garantit pour l'instant une plus grande rapidité de production des résultats. Cette année donc, le traitement était d'abord manuel, mais les fiches ont aussi été saisies et traitées sur ordinateur. Les résultats informatiques ne seront disponibles qu'environ trois mois après l'obtention des résultats manuels. Cette année a été considérée comme une année charnière, deux traitements ont été réalisés. L'an prochain le traitement informatique sera privilégié.

L'appareil statistique à l'agriculture n'est pas autonome, les agents chargés des relevés ont d'autres fonctions et la statistique ne peut en aucun cas se prévaloir d'une priorité ni d'une autorité supérieure. Face aux contraintes, quelquefois intolérables, qu'implique ce dispositif, il est envisagé la mise à disposition de personnel qualifié exclusivement affecté.

L'ENQUETE TEST STOCKS PAYSANS conduite sur trois régions en 1989-90, a été étendue en 1990-91 à l'ensemble du territoire. Deux passages ont été effectués, le premier avant la soudure en Juin, et le second en septembre pour évaluer le stock résiduel. Deux types d'évaluation ont été pratiqués :

- **une évaluation objective** avec application de formules mathématiques selon la forme des greniers (mesure du volume) ; certains paysans se seraient fermement opposés à ces investigations. De plus, la détermination des volumes s'est avérée délicate, les formules n'étaient pas bien maîtrisées.

- **une évaluation qualitative** par interview, laquelle, compte tenu des difficultés rencontrées au premier passage avec l'évaluation objective a été généralisée au deuxième passage afin de pouvoir disposer d'observations homogènes.

Pour ces types d'enquêtes la sensibilisation des enquêtés est indispensable, ici elle a été faite par radio. L'enquête est d'autant mieux acceptée que le paysan en connaît bien l'utilité ou, mieux encore, peut à son tour tirer partie de l'information collectée qui lui est alors remise : connaissance de la superficie exacte de son champ, de ses rendements, ou de tout autre paramètre dont il peut tirer profit pour gérer son exploitation **(19)**.

Une **ENQUETE PILOTE DIAGNOSTIC** avait pour objet de tester la fiabilité des informations recueillies par l'enquête permanente. Après le passage des agents de l'enquête permanente, un autre passage est effectué sur le même site par des enquêteurs très expérimentés. Les données sont saisies et traitées pour être comparées avec celles obtenues au premier passage. Les différences constatées devraient permettre de détecter les erreurs d'observations courantes et d'adapter en conséquence la formation en portant l'attention sur les mesures mal effectuées.

---

(19) Eventuellement, les subventions ou autre avantages éventuels consentis par l'Etat pourraient s'appuyer sur ces informations.

2. L'ESTIMATION DES BESOINS EN CEREALES : MARCHES ET CONSOMMATION, SEMENCES ET PERTES

2.1. Les enquêtes Suivi des Marchés

Le suivi des marchés céréaliers, aussi bien en ce qui concerne les flux échangés qu'en ce qui concerne les prix pratiqués, permet de juger du dynamisme des transactions, de l'abondance ou de la rareté des produits présentés. Si le relevé des prix ne pose pas de problèmes majeurs, il en va tout autrement de l'estimation des quantité échangées. Jusqu'alors, seuls les prix ont pu faire l'objet d'observations fiables.

Tout d'abord, la connaissance des prix sur les marchés, et la publicité de ceux-ci auprès des commerçants et des acheteurs doit permettre d'orienter et d'accélérer les échanges commerciaux des zones excédentaires vers les zones déficitaires dans l'intérêt des consommateurs, des producteurs et des intermédiaires. La transparence des prix est une garantie de meilleur fonctionnement du marché. Elle peut, sinon éviter le recours à l'aide d'urgence, aider à prévenir les situations de détresse, ou même simplement pallier provisoirement aux déficits. En tout état de cause, elle permet un meilleur écoulement des productions excédentaires et garantit aux producteurs la commercialisation de leurs surplus.

Mais encore, les analyses de tendances de prix doivent permettre d'anticiper les situations locales de pénurie ou d'abondance. Elles révèlent les comportements des consommateurs et des producteurs et permettent une meilleure appréhension du marché.

Le relevé des prix, si possible hebdomadaire sur les principaux marchés de producteurs et de consommateurs, est relativement facile à organiser, leur communication et leur diffusion rapides auprès des opérateurs supposent déjà une logistique soigneusement étudiée et parfaitement rodée. La permanence d'un tel dispositif, condition de son efficacité suppose la création d'une structure de collecte et les moyens de son fonctionnement.

Convaincus du bien fondé d'un tel réseau d'informations, certains pays se sont déjà dotés d'institutions pérennes.

2.1.1. BURKINA FASO

L'enquête se poursuit mais sans améliorations notables. L'OFNACER (20) procède à la collecte via ses magasiniers. Le contrôle est assuré au niveau central, ainsi que le traitement des données. L'INSD (21) sollicité n'a pas encore participé.

Actuellement les données sont en cours de saisie. Sur 10 marchés, les relevés concernant le mil, le sorgho et le riz sont communiqués régulièrement

---

(20) Office National des Céréales
(21) Institut National de la Statistique et de la Démographie.

par téléphone et font l'objet d'une publication hebdomadaire après un calcul rapide des prix moyens. Ces publications sont transmises aux différents partenaires à l'exclusion des opérateurs privés. Le reste des informations, soit 17 marchés (mais seulement 15 qui fonctionnent) est envoyée par courrier et parvient avec des délais beaucoup plus longs (une semaine, dix jours) qui interdisent sa publication rapide. Les questionnaires sont saisis, mais subsistent le problème de fusion des fichiers et le problème du traitement.

En outre, il existe "un bulletin de suivi de la situation alimentaire" qui est diffusé à 50 exemplaires seulement, mais qui permet de communiquer quelques résultats sur les prix. En fait, la diffusion ne peut être légalement étendue faute d'un régime de liberté des prix. Cependant, les dispositions arrêtées dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel de l'Agriculture (PASA) prévoient la libéralisation des prix. Dans ce nouveau contexte, la transparence du marché et donc la publicité des prix prennent toute leur importance et donnent aux opérateurs privés les moyens de réguler les flux.

La Coopération allemande s'intéresse de prés à ces aspects (Projet Sécurité Alimentaire), mais l'OFNACER ne veut pas se laisser désaisir de son autorité en la matière. L'OFNACER devra connaître une évolution importante avec le projet sécurité alimentaire notamment et acquérir l'autorité qui lui fait défaut.

Sur ce volet subsistent les problèmes majeurs de traitement des informations, de leur diffusion et de leur analyse.

2.1.2. CAP-VERT

L'enquête a débuté en Juin. Tous les enquêteurs, quels que soient leur recrutement et leur affectation première font les relevés des prix. Deux passages par semaine sur un seul marché par fréguesias, 4 produits éclatés en différentes catégories sont observés.

Les fiches sont remplies et périodiquement collectées, mais pas traitées faute d'informaticiens. Un retard a été pris, les données sont seulement stockées. Les tableaux devaient être préparés par la personne en charge de l'installation de SP6.

2.1.3. GAMBIE

L'enquête s'est poursuivie et une publication mensuelle des prix aux consommateurs et aux producteurs, du mil, du sorgho, du maïs et du riz est assurée. Chaque trimestre une analyse détaillée permet de dégager les tendances d'évolution.

2.1.4. MALI

L'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM) anime et prend en charge le SIM et le CEntre de FOrmation et de DOCumentation (CEFODOC). Son rôle est de transmettre aux opérateurs la même information sous une forme parfaitement accessible à tous. L'OPAM a fait appel aux services d'un journaliste pour améliorer la présentation de ses informations aussi bien dans la presse qu'à la radio.

"Dans le nouveau contexte de libéralisation des prix, si les informations ne peuvent être comprises de tous, elles seront exploitées au profit de ceux qui savent en tirer parti, et au détriment de tous les autres, ce qui ne manquerait pas de discréditer les nouvelles dispositions." (22).

Le directeur de l'OPAM relève cependant, que les prix ne sont pas toujours le reflet de l'abondance ou de la rareté des produits, ils peuvent aussi traduire des comportements de prudence, ou d'anticipation ou simplement révéler des situations de détresse ou encore l'inaccessibilité d'une zone.

Outre le problème des prix, il y a aussi ceux de l'INFORMATION, de la FORMATION, des TRANSPORTS. L'Etat se désengagera et pourra le faire sans risques pour la sécurité alimentaire si par ailleurs il garantit l'information auprès d'opérateurs économiques (producteurs et consommateurs) avertis.

Monsieur le Directeur de l'OPAM estime qu'il existe un véritable phénomène SIM au Mali et que celui-ci entérine la fin de l'"Etat-pélican". (24)

2.5. MAURITANIE

Cofinancé par la Coopération allemande à travers le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), les collectes d'informations sont partagées entre le CSA et les Statistiques Agricoles : le CSA relève les prix sur 62 marchés urbains et semi-urbains, et depuis deux mois le SSA (Service des Statistiques Agricoles) relève les prix sur un échantillon pilote de 18 marchés ruraux. Les 18 marchés sont enquêtés deux fois par mois, mais les fiches ne sont transmises que pour deux ou trois marchés. Les marchés urbains et semi-urbains sont enquêtés tous les dix jours.

Une typologie des marchés a été arrêtée. Outre une méthodologie d'approche, cette année des agents ont été formés et la population a été sensibilisée. Le SSA souhaite pouvoir conduire toute l'enquête, mais jusqu'alors les marchés urbains ou marchés de consommation relèvent de la compétence du CSA et les marchés ruraux ou marchés de production relèvent du SSA.

Le CSA juge cette mission d'informations sur les prix des marchés extrêmement importante, d'autant plus maintenant avec les nouvelles fonctions dévolues au CSA dans le cadre de sa restructuration prévu par le PAS. "Le SIM devient pour le CSA un moyen essentiel de sa mission", et pour garantir un chiffre fiable, le CSA est prêt à déléguer cette mission à une institution spécialisée comme le SSA. Le Directeur adjoint du CSA veut éviter la formation d'îlots d'informations qui s'affrontent et reconnaît que le projet de collecte d'informations sur les marchés est prioritaire et qu'en ce sens il est le plus éligible pour un financement sur les fonds de contrepartie dont disposent le CSA. La mission du CSA a changé, sa stratégie auusi (23).

---

(22) Propos tenu par le Directeur de l'OPAM. (Les paragraphes en italique correspondent à des propos rapportés).
(23) Propos tenu par le Directeur adjoint du CSA.
(24) Office des produits Vivriers du Niger

Manifestement, sur cette enquête un important travail reste à faire et, tout d'abord, la définition des rôles et responsabilités de chacun, et la coordination des tâches.

2.1.6. NIGER

Les relevés des prix sont effectués toutes les deux semaines sur les 48 marchés et parviennent régulièrement au service central, ils font l'objet d'une publication pour 90% d'entre eux. Quelques difficultés de collecte sont apparues en Octobre-Novembre 1990 suite à la compression de personnel à l'OPVN (24) et justifient les défauts de publication constatés. Les vides occasionnés par ces départs ont pu être rapidement comblés par un recours plus grand aux agents de l'Agriculture et du Plan qui constituent avec ceux de l'OPVN, les effectifs de collecte des informations sur le SIM.

La plupart de ces informations communiquées par voie postale parviennent dans un délai inférieur à 10 jours et peuvent figurer dans le bulletin de l'OPVN de publication rapide toutes les deux semaines. Ce bulletin est diffusé à 150-200 exemplaires par le canal de l'OPVN et jusqu'alors par DIAPER auprès des administrations et organismes intéressés et auprès des bailleurs de fonds, mais la diffusion auprès des opérateurs privés n'a pas encore été engagée par crainte de comportements perturbateurs sur les marchés. Suite aux expériences favorables observées au Sénégal et au Mali, la diffusion auprès des privés, d'abord par radio et ensuite par voie de presse, est envisagé dans un proche avenir (MARS 1991).

Les équipes départementales font le tour des marchés toutes les six semaines, elles procèdent alors à l'étalonnage des unités de mesure et au remplissage des questionnaires pour établir la nature des marchés (marchés de producteurs, marchés de consommateurs, marchés de transit) et dresser une typologie. Ces équipes sont chargées du premier niveau d'analyse qui sert à la publication du bulletin mensuel diffusé à 90 exemplaires. Pour cette année déjà six supervisions ont pu être effectuées sur les huit prévues.

L'atelier national qui devait avoir lieu après la publication d'un premier bulletin d'analyse pour tester la pertinence et la qualité de ce dernier n'a pu se tenir faute de bulletin d'analyse. Du fait du manque de personnel et de compétences celui-ci n'a pu être élaboré. Néanmoins, ce bulletin fait maintenant défaut et il existe suffisamment d'informations pour le rédiger, aussi est-il prévu le recours à un consultant nigérien et la tenue d'un séminaire dès sa parution dès le mois de Juin 1991 pour en discuter avec toutes les personnes intéressées.

L'ENQUETE PROSPECTIVE SUR LES FLUX AUPRES DES COMMERCANTS avait en projet l'intégration d'un troisième marché, Zinder aux deux autres, Niamey et Maradi, déjà suivis en année 2. Ce marché n'a pu être suivi, son objet étant de déceler des commerçants ayant un commerce de céréales avec le Nigéria restant à prouver par l'enquête conduite au Nigéria. Un autre marché Tahoua pourrait faire éventuellement l'objet d'une investigation s'il est prouvé qu'il existe un commerce avec le Nigéria. 5 commerçants à Niamey et à Maradi sont enquêtés sur le volume de leurs transactions, l'origine et la destination des flux.

L'ENQUETE NORD NIGERIA, a débuté au mois de Novembre sur six marchés Nord nigérians. L'enquête avait été envisagée avec des personnes recrutés au Nigéria mais a finalement été conduite avec des nigériens avec lesquels la transmission d'informations est plus facile et avec lesquels le recrutement ne pose pas de problèmes. A l'issue de la phase test de deux mois, une mission de l'équipe centrale a permis de retenir quatre marchés seulement pour l'enquête permanente, marchés par lesquels transitent effectivement des céréales, les deux restants commercialisaient essentiellement du niébé. La mission a engagé aussi une recherche pour obtenir des statistiques agricoles des Etats du Nord Nigéria.

Suite aux difficultés rencontrées pour mobiliser les fonds DIAPER, difficultés que révèlent clairement le niveau des dépenses sur ce projet au 31 Janvier 1991, le responsable invoque le manque de précision sur les procédures de mise à disposition, et souligne qu'en ce qui le concerne il établit un budget prévisionnel pour trois mois qui devrait permettre d'anticiper la trésorerie nécessaire. Ces difficultés ont été lourdes de conséquences pour la mobilisation des agents et l'OPVN sollicitée a dû faire des avances. Cette situation pourrait être régularisée avec le nouveau chef de file DIAPER et il est suggéré qu'à l'avenir des rencontres régulières entre le responsable SIM et le responsable DIAPER puissent être organisées pour éviter ces désagréments. Néanmoins, compte tenu de ces risques, la programmation 4ème année de ce volet a privilégié le recours aux fonds de contrepartie pour tout ce qui concerne les dépenses à effectuer sans retard (versement des indemnités).

Enfin, sur le plan institutionnel, en Novembre 1990 l'OPVN a créé en son sein un **"service des études et système d'information sur le marché des céréales"** rattaché à la direction d'exploitation.

2.1.7. SENEGAL

Cette enquête n'est pas financée par DIAPER mais par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et la Coopération allemande (GTZ).

Le Système d'Information sur les Marchés (SIM) couvre 40 marchés ruraux et urbains et relève les prix aux producteurs, aux consommateurs, ainsi qu'aux grossistes et semi-grossistes si possible. Outre les céréales traditionnelles (mil, maïs, sorgho), depuis un an et demi sont aussi suivis le riz et l'arachide.

Trois rapports sont régulièrement produits :

- un rapport hebdomadaire,
- un rapport pour le journal "le soleil",
- un rapport pour la radio rurale.

Le système a été évalué en décembre 1988, un an après sa mise en service, d'abord par l'ISRA (Institut Sénégalais d'études), étude complétée par un expert GTZ pour des propositions puis par un autre expert GTZ pour la mise en oeuvre d'améliorations.

La transparence des marchés céréaliers, objectif visé semble être atteint : 70% des producteurs écoutent la radio et leurs décisions d'achats ou de ventes en dépendent. **Le marché est transparent.**

"En revanche, sur le plan de l'analyse, des efforts doivent encore être faits. Au rapport hebdomadaire, (et depuis peu aussi mensuel) devrait s'ajouter un rapport trimestriel avec des analyses sur les fluctuations et sur les tendances d'évolution. Ces analyses sur trois et six mois devraient donner des éléments de politique.

"Le CSA va devoir négocier un tournant sur le plan technique d'abord, pour pouvoir acquérir les compétences pour conduire les analyses nécessaires, sur le plan financier ensuite, pour assurer son financement. En effet, la coopération allemande a décidé en décembre 1990, de retirer son soutien à compter de juin 1991. Des discussions sont en cours pour trouver une solution, d'autant que le SIM doit être maintenant consolidé et étendu.

"Sur le plan technique, le SIM sollicite une aide méthodologique pour une approche plus efficace des estimations et pour notamment une évaluation plus rigoureuse des quantités échangées.

"Il doit aussi prendre une véritable dimension régionale et la mission de transparence qu'il mène sur le plan national doit pouvoir aussi être conduite au niveau sous régional si possible avec des structures adaptées. Il va lui falloir, entre autre, saisir les flux frontaliers : une approche a été entreprise avec les Gambiens, les échanges d'informations avec le SIM du Mali se généralisent.

"Ce souci répond aux exigences de plus en plus poussées des utilisateurs qui veulent maintenant aussi connaître les prix au niveau sous régional. Aussi bien au CSA au Sénégal qu'à l'OPAM **(25)** au Mali, le SIM devient une armature essentielle du dispositif de sécurité alimentaire.

"La transparence de l'information redynamise les échanges et permet une régulation auto entretenue des marchés : le CSA n'a plus à intervenir que pour corriger les déficits et absorber les excédents, les commerçants se chargent des transferts.

"Pour les ventes c'est un peu différent, le problème de soudure subsiste, le CSA peut être amené à vendre, mais il s'agit alors plus de sécurité alimentaire que de régulation du marché. Le SIM devient ainsi un instrument de suivi des Zones à risques **(26)**.

2.2. Les enquêtes consommation de céréales

Jusqu'alors pour évaluer les besoins en céréales, il était fait appel à des normes de consommation par pays, mais l'origine de ces chiffres est

---

(25) Office des Produits Agricoles du Mali
(26) Propos du Commissaire à la Sécurité Alimentaire

souvent lointaine et leur vraisemblance était contestée. Ces références méritaient d'être réactualisées. C'est l'objet des enquêtes pilotes engagées par DIAPER.

Des enquêtes ponctuelles ont été conduites dans certains pays pour estimer la consommation moyenne de céréales par habitant.
burkina faso.

2.2.1. BURKINA FASO

Elle est exécutée par l'INSD sur un sous échantillon de l'enquête permanente et se déroule en trois passages. Toute la collecte est terminée, la saisie est en cours, d'ici fin février on devrait pouvoir disposer des premiers résultats.

2.2.2. CAP-VERT

Le plan de sondage, le questionnaire et le manuel d'instruction sont prêts. L'enquête préalablement prévue pour février sera repoussée compte tenu des échéances politiques. Les céréales seront enquêtées (blé, maïs, riz) mais les Capverdiens souhaitent y inclure 3 variétés principales de haricots.

En préalable, une enquête est prévue pour identifier les unités de mesure et déterminer les coefficients de transformation. Les données du récent recensement seront utilisées pour le plan de sondage.

Les superviseurs déjà occupés par ailleurs et en formation ne sont pas disponibles pour s'engager sur cette nouvelle enquête. Les enquêteurs n'ont pas été encore recrutés et se pose aussi un problème de salaire qu'il est souhaitable d'arrêter en regard avec celui des autres enquêteurs. Enfin, les enquêteurs devront aussi être formés. La SOMEA (27) n'a pu encore s'en charger faute de savoir à qui s'adresser, mais le pourra-t-elle autrement qu'en portugais ? En fait, cette formation pourrait être assurée par des formateurs locaux.

2.2.3. GUINEE-BISSAU

Une opération pilote avait été programmée. La collecte a effectivement démarré en Janvier, après le passage de la mission SOMEA. La fin de la collecte est envisagée avant Mai 1991.

2.2.4. MALI

Cette enquête étendue cette année à l'ensemble du territoire après une phase pilote s'achèvera en Février 1991. Des données du troisième et dernier passage sont déjà parvenues. Cette enquête ne pose aucun problème dans son déroulement ("enquête idéale"). En revanche, les résultats seront forcément confrontés aux résultats issus de l'enquête Budget-Consommation financée par le PADEM et conduite par la DNSI et qui dégage des consommations moyennes par habitant très différentes de celles jusqu'alors arrêtées (28). Les résultats sont attendus pour Juin 1991.

---

(27) Società per la Matematica e l'Economica Applicata (Bureau d'Etudes Italien en appui au projet)

(28) - 212 kg/an/hab de céréales au lieu de 167 kg/an/hab et 50 kg/an/hab de riz au lieu de 7kh/an/hab.

2.2.5. NIGER

L'enquête a démarré en Mars 1990 après une phase test menée sur 2 arrondissements. 140 villages sont enquêtés sur l'ensemble du territoire pendant 12 mois, une semaine entière est consacrée à chaque ménage enquêté. L'enquête s'achève fin février 1991. L'enquête s'est déroulée normalement, il faut seulement déplorer un problème de trésorerie momentané lié à la faillite de la BDRN (29), mais rapidement surmonté par des avances des Directions Départementales de l'Agriculture. Les premiers résultats seront disponibles d'ici Mai-Juin.

2.3. LES ENQUETE PILOTES PERTES ET SEMENCES

Prévues toutes les deux en Mauritanie, seule l'ENQUETE SEMENCES a été réalisée. Le premier passage coïncidait avec celui de l'ESPER, il consistait à distribuer auprès d'un échantillon de 1600 exploitants en diéri (le même que celui de l'ESPER) les mesures préalablement étalonnées (1 et 1/2 Kg pour les premières et éventuelles secondes semences) et les questionnaires. Les questionnaires dûment remplis ont été recueillis. Une mission (30) ECA/SOMEA est maintenant attendue pour engager la saisie et l'exploitation.

L'ENQUETE PERTES APRES RECOLTE a d'abord été engagée par la formation des enquêteurs, puis suspendue dans l'attente du questionnaire et de la méthodologie en préparation par la mission SOMEA (31).

Une autre enquête perte était prévue au Sénégal mais n'a pu être encore engagée.

3. LES ENQUETES D'ELEVAGE

3.1. Recensement du cheptel

3.1.1. BURKINA FASO

Le recensement de l'élevage conduit par DIAPER en année 2 a donné lieu à une publication.

> Le recensement de l'élevage a été réalisé mais a soulevé beaucoup de critiques, et si il n'est pas suivi d'enquêtes complémentaires sur l'évolution et la gestion du troupeau son intérêt restera très limité. L'élevage est une ressource du pays importante mais elle a toujours présenté des difficultés pour être évaluée. Comment convaincre de l'intérêt prioritaire de ces enquêtes, d'une part, les intéressés qui n'ayant jamais eu à disposer de telles informations n'en voient pas forcément l'usage, d'autre part, les bailleurs de fonds qui polarisent leur attention sur les déficits céréaliers oubliant qu'il peut y avoir des substituts (autres ressources) et que la carte des déficits en céréales ne recouvre pas nécessairement celle des zones à risques. (32).

---

(29) Banque pour le Développement Rural du Niger
(30) Equipe de Coordination et d'Appui de DIAPER
(31) Une mission a séjourné deux semaines à Nouakchott et devait faire parvenir ensuite une méthodologie d'approche et un questionnaire
(32) Propos tenus par le Ministre de l'Agriculture

La méthodologie retenue pour ce recensement servira de fil conducteur pour les recensements prévus à venir au Mali, voire en Mauritanie.

3.1.2. GAMBIE

Le recensement du cheptel a été conduit en 1989-1990 et les résultats publiés en Octobre 1990. Les autres enquêtes prévues n'ont apparemment pas démarré, la mission de programmation n'a pas pu rencontrer les responsables de l'élevage.

3.1.3. GUINEE-BISSAU

Il a été réalisé un recensement du cheptel dans trois régions (Bagata, Gabu et Ohio) du pays qui concentrent plus de 80% du bétail. Les responsables nationaux se félicitent du bon déroulement des opérations. Les résultats sont attendus prochainement.

3.1.4. MALI

Cette opération aurait déjà dû être entreprise dès la deuxième année de DIAPER mais, du fait de problèmes méthodologiques et techniques, elle a été reportée en 3ème année.

Le dernier recensement du bétail date de 1975, depuis le cheptel et sa gestion ont connu de profondes transformations. L'exploitation du bétail entre pour une part importante dans le PIB national, et l'exportation constitue un objectif de politique économique défini d'ailleurs comme une priorité dans LOME IV rappelle le Directeur de l'élevage. Il ajoute que le désengagement de l'Etat pour libéraliser le marché lui donne encore plus la charge d'informer les opérateurs, et lui libère du temps pour l'investigation statistique.

Des enquêtes tests ont été conduites dans les régions de Sikasso, Kayes, Mopti, et Bamako. L'ECA OUAGA, forte de son expérience sur le recensement burkinabe, a apporté un appui constant. Cependant, les leçons à tirer du recensement burkinabe restent limitées, celui-ci ne concernait qu'un élevage quasi sédentarisé et homogène, au Mali l'élevage transhumant reste très important et suppose une approche différente.

La collecte des données se déroulera de Mars à Mai 1991 sur trois régions : Mopti, Tombouctou, Gao. Les régions agricoles seront enquêtées après la campagne agricole en octobre décembre, période jugée plus propice par les responsables régionaux. Le cheptel a été divisé en trois strates à peu prés homogènes :

- les 4 régions Sud pour l'élevage sédentaire ou quasi sédentaire,
- les régions Nord pour l'élevage transhumant, et
- une strate urbaine pour l'élevage en zone proche des villes.

Contrairement à l'objectif initial du recensement, la collecte de paramètres d'évolution du troupeau n'a pas été retenue, les fonds disponibles ne le permettant pas. Cette insuffisance justifie la requête pour la poursuite de l'enquête de suivi des troupeaux.

L'enquête est conduite conjointement par la Direction de l'élevage, l'OMBEVI (33), la DNSI.

La campagne de sensibilisation des populations se poursuit au niveau des régions pour informer tout le personnel administratif local. Une campagne médiatique à la radio et à la TV est en préparation. Du 26 Janvier au 5 Février ont été menées des missions de préparation pour faire un inventaire des personnels et des moyens disponibles. D'autres projets et même des ONG ont promis leur concours en moyens matériels. Tout est fin prêt pour démarrer le 18 Mars. L'OMBEVI a déjà préfinancé les missions de préparation et de sensibilisation, le problème de financement direct par DIAPER dépend strictement de la gestion nationale.

3.1.5. MAURITANIE

Bien que le premier séminaire DIAPER sur les statistiques de l'élevage se soit tenu en Mauritanie, DIAPER ne finance aucune enquête en matière d'élevage dans ce pays. Cette situation tient au fait que le "Projet Elevage II" cofinancé par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement a inscrit dans son programme un volet statistique qui vise à pallier aux défaillances d'informations.

Après avoir souligné l'importance traditionnelle de l'élevage en Mauritanie et son intérêt dans le développement économique à venir M. le Directeur de l'élevage déplore le manque d'informations sur le cheptel national. Bien que des informations statistiques collectées à partir des rapports mensuels des 13 inspections soient régulièrement consignées depuis 10 ans sur les vaccinations, les abattages contrôlés, et qu'il existe des fiches de composition de troupeaux, des rapports sur le commerce interrégional et sur les marchés locaux, la connaissance de ce secteur reste très aléatoire. Les rapides mutations de l'élevage que l'on observe (élevage urbain, association agriculture-élevage) ajoutent à l'intérêt d'une observation exhaustive qui puisse rendre compte du potentiel économique que représente le troupeau, et des risques qu'il entraîne pour l'environnement s'il n'est pas contrôlé.

3.1.6. SENEGAL

La Direction de l'élevage est intéressée pour conduire un recensement du cheptel et en a informé la mission.

Les statistiques élevage n'existaient pas avant DIAPER. "DIAPER a tiré le service d'un profond sommeil". DIAPER a équipé, a formé, a associé les responsables sénégalais au bilan des ressources agro-pastorales à Bissau. (34).

---

(33) Office Malien du Bétail et de la Viande

(34) Propos tenu par le Chef de la Division Etudes et Programmation à l'élevage.

3.2. ENQUETE SUIVI DES TROUPEAUX

3.2.1. BURKINA FASO

L'enquête n'a pas démarré. Il y aurait un conflit de compétences entre l'institution des statistiques de l'élevage logée à la statistique agricole et le projet FAC "Statistiques animales".

En effet, deux cellules existent à la statistique agricole : une pour les productions végétales, une autre pour les productions animales. Cette deuxième cellule pour des questions de disponibilités de locaux, mais aussi du fait de l'existence d projet FAC "Statistiques animales" logé au Secrétariat d'Etat à l'élevage, est détachée de la statistique agricole. La coordination et le suivi des activités s'avèrent difficile d'autant que la collaboration du projet FAC ne semble pas aller de soi. L'attention du projet FAC a été attiré sur les moyens existants dans le cadre de DIAPER. Le projet FAC suit les marchés, relève les poids carcasse, compile les rapports des CRPA.

Les années passées le suivi des troupeaux a été effectué, les données saisies, l'exploitation de celles-ci serait en cours. Cette année on envisage un démarrage de l'enquête en février.

3.2.2. GAMBIE

Inscrite dans le programme de troisième année, celle-ci semble n'avoir pas encore commencé. Ce retard est d'autant plus regrettable que ce type d'enquête accompagne nécessairement et complète utilement le recensement, hors celui-ci a été réalisé depuis deux ans déjà. Les problèmes invoqués tiendraient à la coordination entre les parties intéressées et aux difficultés de déblocage des fonds DIAPER.

3.2.3. MALI

L'enquête se poursuit dans les régions de Sikasso et Ségou au niveau de 45 postes vétérinaires. La centralisation des informations est en cours, les résultats seront disponibles fin Mars. Mais, selon l'avis des responsables maliens, la fiabilité de ces informations ne serait acquise qu'après 5 ans de relevés. D'autres régions sont couvertes sur d'autres projets. Le projet sectoriel qui couvre Kayes, Koulikolo, Bamako rentrera bientôt dans une phase transitoire et pourrait ne plus assurer les relevés d'enquête. La région de Sikasso intéresse le projet agro-pastoral. DIAPER est sollicité pour financer Ségou Gao et Tombouctou en 4ème année.

3.2.4. SENEGAL

L'opération est en place depuis un an : Juin 89. Le pays est divisé en quatre zones : Nord, Sud, Centre et tampon. Un échantillon de 12.000 têtes est suivi sur l'ensemble du pays. Chaque agent suit 6 à 8 troupeaux. Les troupeaux moyens observés ont 60 têtes. L'agent passe une fois par mois sur chaque troupeau enquêté et relève tous les événements : naissances, acquisitions, sorties (ventes, cadeaux), décès, en fonction de l'âge et du sexe. Pour chaque

troupeau, une fiche par mois est dressée. Ces observations permettent de déterminer le croît du troupeau, son taux de croissance, son taux d'exploitation, la composition du troupeau. Les anciens paramètres connus ont été arrêtés en 1973 et sont maintenant caducs compte tenu des événements survenus depuis.

Le dernier recensement de l'élevage a 15 ans et s'avère beaucoup trop ancien aussi. Ces informations seront utiles pour la gestion de l'élevage et pour la planification au niveau national. Un goulot d'étranglement apparaît au niveau du traitement des deux enquêtes.

Au départ DIAPER avait prévu la conduite d'une seule zone enquêtée par an. Pour les responsables nationaux, l'observation sur une seule année est trop fragile et le déroulement de l'enquête sur deux années de suite s'impose pour assurer les observations, ce qui a conduit la statistique a enquêté sur deux zones pendant deux ans. Ensuite, les deux autres zones restantes seront observées. L'enquête sera close, à l'issue de ce processus, dès que les principaux paramètres seront connus. Les rapports pour les deux premières zones enquêtées Nord et Sud seront prêts en Avril.

3.3. ENQUETE SUIVI DES MARCHES A BETAIL

3.3.1. GAMBIE

L'enquête suivi des marchés à bétail de même que l'enquête suivi des troupeaux n'a pas encore démarré.

3.3.2. MALI

Aux 16 marchés jusqu'alors enquêtés deux ont été ajoutés cette année. Les prix, les mouvements du bétail, les abattages contrôlés et les exportations font l'objet d'observations.

Les informations recueillies sont traitées et publiées dans les bulletins hebdomadaires et dans les rapports de synthèse. La radio et la télévision diffusent hebdomadairement les prix du bétail collectés au niveau des dits marchés. Ce programme pourrait être étendu et coordonné avec les mêmes enquêtes conduites dans les pays voisins pour un échange inter-régional des informations.

Ces informations sont déterminantes pour les opérateurs économiques et comme les souhaits du gouvernement en matière de libéralisation des prix ont été maintenant clairement exprimés et officiellement arrêtés, la diffusion des informations ne pose pas de problèmes. Par contre, tous les opérateurs ne connaissent pas cette mesure et bien peu de consommateurs ont pris l'habitude de cette nouvelle pratique, si bien que la communication des chiffres risque encore de créer une confusion et d'être comprise comme une publicité sur des chiffres officiels. Il est néanmoins prévu d'évaluer l'impact de cette mesure auprès des opérateurs et auprès des consommateurs. A Bamako, le prix de la viande aurait sensiblement baissé depuis ces mesures.

L'enquête donne aussi une idée des stocks au niveau des marchés. La connaissance des marchés peut faciliter le déstockage dans les régions excédentaires qui le souhaitent et permettre d'informer les opérateurs économiques susceptibles d'y participer.

En ce qui concerne le suivi des marchés, le Directeur avance l'intérêt porté par les professionnels de la viande à ces informations, et leur regret que ces informations diffusées ne portent pas aussi sur les cours de la viande, des cuirs et peaux, et autres sous produits, notamment les produits laitiers. Il souhaite l'assainissement du système d'information au niveau national mais aussi au niveau régional aussi bien pour le bétail d'ailleurs que pour les céréales. Les informations sur le prix du lait et des produits laitiers prennent une importance particulière avec la création prochaine de laiteries. Ces informations sont déterminantes pour le commerce sous régional et même international que vise le Mali. La préoccupation pour développer un système d'informations à l'échelle régionale est clairement exprimée.

3.3.3. MAURITANIE

Il existe en Mauritanie des publications sur les prix produites sur un autre financement que DIAPER, mais celles-ci sont trop tardives (3 à 4 mois) pour aider au fonctionnement du marché.

3.3.4. NIGER

Les données continuent d'être collectées depuis 4 ans (prix du bétail, abattages) et synthétisées au niveau départemental mais ne font toujours pas l'objet de publications rapides. Un "rapport statistique mensuel sur le suivi des marchés à bétail" est produit en collaboration avec le "projet appui au développement de l'élevage" et diffusé dans un cadre très restreint et apparemment avec beaucoup de retard. L'objectif assigné cette année à l'enquête, à savoir la publication rapide des informations n'est pas atteint. Cependant, les départements sont équipés en ordinateurs et les gens sont formés, de même, au niveau central, le système informatique fonctionne.

Les difficultés tiendraient au manque de coordination avec la Direction de la Statistique, chef de file du projet DIAPER, les deux cadres des statistiques de l'élevage au niveau central ont quitté le service depuis Août 1990.

La nouvelle structure du Ministère qui place les statistiques de l'élevage au niveau de la Direction de l'élevage redonne par contre, confiance au Directeur qui semble être assuré d'un fonctionnement plus efficient du service et il s'engage d'ailleurs, à le réanimer dans les plus brefs délais, avec la réhabilitation des cadres démissionnaires.

4. AUTRES ENQUETES SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE

Le bilan céréalier constitue sans doute l'aspect nutritionnel le plus important pour les populations sahéliennes. Néanmoins, il existe d'autres productions d'appoint qui viennent, soit compléter la ration alimentaire, soit apporter un revenu qui permet l'accès au marché céréalier si la production domestique s'avère insuffisante. Ces productions dites de décrue, de contresaison ou tout simplement maraîchères, tendent à se développer soit, là encore, qu'un marché local ou national se développe, soit que la consommation de

ces produits se répande localement. Il est clair que ces ressources peuvent constituer un complément à la ration déterminant en période de soudure. Il serait alors excessif de parler de déficit alimentaire à partir du seul examen du bilan céréalier. Plus même, le risque est grand de déstabiliser un marché d'échanges potentiels qui ne demande qu'à fonctionner en introduisant des produits hors du circuit commercial traditionnel, et a fortiori si ceux-ci sont livrés gratuitement.

La notion de déficit céréalier est un indice majeur des conditions d'alimentation dans le Sahel, mais il ne détermine pas pour autant automatiquement les zones à risques.

Ce raisonnement est souvent exposé pour justifier l'engagement d'enquêtes sur les cultures maraîchères. Il faut reconnaître que celles-ci ont souvent connu ces dernières années un développement spectaculaire et, dans des économies limitées en ressources naturelles, elles constituent une potentialité inexploitée que les responsables sont fiers de pouvoir présenter (35). Cette attitude est parfaitement compréhensible, et même si ces cultures poussées à leur maximum ne représenteront pas avant longtemps la base de l'alimentation des populations sahéliennes, elles n'en demeurent pas moins un appoint possible au moment le plus critique de la campagne agricole, la soudure.

De même, certains pays à vocation pastorale comme le Mali ou la Mauritanie, ne comprendraient pas que le projet dont l'objectif est l'"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DE DIAGNOSTIC PERMANENT POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE" ignore délibérément les statistiques de l'élevage.

4.1. Cultures de décrue

Une enquête sur les périmètres cultivés sur les sols de décrue était prévue cette année au Sénégal. Mais en fait, l'année agricole ayant été peu arrosée, les décrues et partant, les cultures liées resteront très limitées cette saison. L'enquête ne sera pas engagée, le terrain d'observation est trop incertain et les surfaces trop restreintes de toutes façons. Néanmoins, un inventaire rapide des zones quand même cultivées sera dressé par un décompte des cuvettes mises en culture.

4.2. Cultures de contresaison

En marge du projet DIAPER, une enquête test sur les cultures de contresaison a été engagée au Niger sur le site d'AGADEZ. La collecte des informations est maintenant terminée. La saisie et l'exploitation des données devraient être entreprises très bientôt. Il est envisagé d'étendre l'enquête à l'ensemble du territoire.

Bien qu'extérieure au programme DIAPER, cette enquête présente indéniablement un double intérêt, d'une part, pour l'estimation des potentialités paysannes face à une crise céréalière et, d'autre part, sur le plan méthodologique, pour juger de la fiabilité de la mesure.

---

(35) Au Niger même, le Chef de l'Etat ne manque pas une occasion de les mettre en avant.

5. CONCLUSIONS

5.1. Rappel des objectifs de troisième année

Sur le plan institutionnel :

- Renforcement de la capacité technique et opérationnelle des structures nationales de collecte et de traitement de l'information.

- Meilleur ciblage et décloisonnement de l'information, ainsi que coordination des actions et des acteurs.

Sur le plan technique :

- Mise en oeuvre et/ou amélioration et harmonisation des méthodes de collecte et de traitement.

- Analyse de l'information et intensification de sa diffusion nationale et régionale.

- Formation des équipes nationales responsables

- Suivi-Evaluation interne des activités.

5.2. Constats à l'issue de cette troisième année

Un objectif implicite qui sous-tend la stratégie du projet, à savoir : **la mise à disposition en temps voulu d'informations statistiques fiables correspondant aux besoins des décideurs** semble être parfaitement atteint. Les contestations sur la vraisemblance des chiffres fournis, et la virulence même des querelles qui ont pu se développer attestent de l'intérêt de ces informations. Il est clair que les décideurs ont pris l'habitude de se référer à ces chiffres et ne sauraient demain s'en passer.

L'absence de chiffres ne suscitent que des hypothèses vagues sur lesquelles il est plutôt facile de trouver un consensus. La fixation d'un chiffre, par sa précision inévitable provoque forcément des réactions auprès de tous ceux qui disposent d'indications ou qui ont l'habitude d'estimer au "jugé", auprès encore des décideurs pour qui les choix sont forcément plus limités. Mais ces réactions en retour constituent autant d'informations nouvelles que le statisticien devra logiquement, d'une façon ou d'une autre, intégrer dans ces calculs d'estimation.

Les chiffres d'estimations prévisionnelles que le projet a contribué à produire n'ont pas suscité de conflits majeurs, et si contestations il y a eu, elles ont pu être tranchées assez vite et en faveur du chiffre produit par les services statistiques. Il ne faut pas non plus sous-estimer le risque de perte de crédibilité du dispositif mis en place que présente cette valse hésitation sur les chiffres.

Les responsables politiques rencontrés qui ont été confronté à ces difficultés nous ont assurés de leur foi, et de leur appui aux services statistiques seuls producteurs de chiffres autorisés et compétents. Toutefois, ils ont engagé les services impliqués à mieux coordonner leurs travaux. Là nous rejoignons les objectifs institutionnels que s'était fixés le projet.

Jusqu'alors cette nécessité de coordination et de concertation entre services n'avait pas suffisamment été appréciée à sa juste valeur, il est sûr maintenant que pour les services qui ont eu cette année à essuyer des revers (le Niger, le Mali, et sans doute la Mauritanie), ce risque constituera un ferment de cohésion plus grande. Mais il faut bien reconnaître que dans l'ensemble cet objectif de **DECLOISONNEMENT DE L'INFORMATION ET DE COORDINATION DES ACTIONS** est loin d'être atteint. Les services se mettent en place et sont encore ballottés au gré des remaniements d'organigrammes (Cf. le Niger), ou des habitudes de travail. On peut seulement espérer que les services statistiques ne seront plus considérés comme accessoires et qu'en conséquence leur place dans la hiérarchie ne sera pas fonction des postes restés vacants, mais sera choisie en fonction de leur mission **(36)**.

Par ailleurs, des séminaires sont prévus (Burkina, Sénégal, Mauritanie) pour la coordination de l'information et faire se rencontrer les producteurs de statistiques et les utilisateurs ou décideurs. L'ECA, de son côté propose des séminaires de rencontres entre les responsables nationaux pour des échanges d'expériences.

Quant au **RENFORCEMENT DE LA CAPACITE TECHNIQUE ET OPERATIONNELLE DES STRUCTURES NATIONALES**, la pratique des enquêtes et leur reconduction régulière y contribuent sans aucun doute, mais on ne peut encore dire que les services ont acquis une compétence suffisante pour une totale indépendance de fonctionnement. L'ECA poursuit son appui aux composantes nationales, et le bureau d'études italien SOMEA s'efforce de mettre en place les moyens pour une plus grande autonomie : logiciels de saisie et de traitement de données, décentralisation des centrales d'informations. DIAPER a fourni nombre d'équipements indispensables à la collecte d'informations et à l'exploitation des enquêtes. Les services statistiques ont acquis une compétence et une capacité technique indiscutables, mais souvent l'appui du projet est encore indispensable.

Sur le plan technique, sans aucun doute, là aussi, la pratique régulière des enquêtes conduit nécessairement à **UNE AMELIORATION ET A UNE HARMONISATION DES METHODES**, et même si beaucoup reste à faire, les intéressés semblent convaincus de l'intérêt cette nécessité.

Au fur et à mesure de l'avancement des enquêtes et de la publication des chiffres, il apparaît clairement certaines insuffisances sur la connaissance des différents postes du bilan céréalier. Celles-ci donnent lieu à des enquêtes test qui peuvent par la suite être généralisées. C'est le cas de l'estimation des stocks paysans pour l'évaluation des réserves domestiques, et des enquêtes consommation pour la détermination d'une ration céréalière moyenne. Mais encore, une enquête pertes a été programmée cette année mais n'a pu être conduite (Mauritanie), une enquête semences sera bientôt exploitée (Mauritanie).

---

(36) C'est en fonction de ce critère que le Ministre nigérien de l'agriculture nous a présenté l'organisation des service statistiques de son département.

De même, à la demande des Etats, au-delà du bilan céréalier, mais dans l'objectif de sécurité alimentaire, des enquêtes sur d'autres cultures vivrières ont été engagées : cultures de décrue au Sénégal, cultures de contre saison au Niger. Dans le domaine de l'élevage, la demande est aussi de plus en plus forte, soit pour un recensement, soit pour le suivi des troupeaux et le suivi des marchés. Nombre d'autres demandes ont encore été formulées.

Des enquêtes sont aussi entreprises pour tester la qualité de l'information produite, c'est le cas de l'enquête pilote diagnostic au Sénégal. Des méthodologies différentes sont testées pour la conduite des enquêtes, méthode par interview pour l'enquête permanente, et pour l'enquête sur les stocks paysans. Enfin, suite aux observations des utilisateurs des enquêtes plus fines pourraient être engagées pour déterminer avec plus de précision les zones à risques.

Par contre, des retards notamment dans la mise en place et dans le déroulement des enquêtes sont à déplorer, retards qui quelquefois compromettent l'intérêt de l'opération (publication des prix relevés). Le calendrier des opérations a du mal à être respecter surtout dans le déroulement des tâches qui suivent la collecte d'informations sur le terrain. Pour cette dernière, le planning des tâches est une donnée principale du travail et il tend à être assez bien suivi. En revanche, la saisie et le traitement des données prennent souvent du retard, soit du fait d'une certaine négligence ou d'une responsabilité mal définie (Niger), soit encore du fait d'un engorgement des services ou du matériel chargés de la saisie et du traitement (Sénégal, Cap Vert).

Un comportement fréquemment rencontré tend à assimiler l'achèvement des opérations de terrain avec la fin de l'enquête, renvoyant à une simple étape de routine la saisie et le traitement des données, étape qui, est-il admis implicitement, serait rapidement menée. Ou encore, l'obtention même des résultats étant acquise, leur publication ou diffusion est abandonnée aux décideurs politiques.

Qu'on ne s'y trompe pas, **l'intérêt de l'enquête est la mise à disposition des utilisateurs des informations en temps opportun,** et tant que les chiffres ne sont pas produits ou mis à disposition, les travaux d'enquête ne présentent guère d'intérêt. Un chiffre diffusé avec trop de retard peut perdre toute sa valeur. Qu'on imagine une information journalistique d'un grand intérêt et qu'un média diffuse avec retard, elle ne retiendra sûrement plus l'attention, que ce même média puisse la diffuser en avance, il fait ce que l'on appelle un "scoop" et retient l'intérêt de ses lecteurs ou auditeurs. La comparaison est osée car le statisticien n'a pas pour mission de surprendre et au contraire même, il doit savoir trouver **le compromis entre la fiabilité de l'information fournie et le moment le plus opportun de sa publication, mais l'actualité de l'information ici comme en matière de journalisme est déterminante de son intérêt.** En effet, du statisticien dépendent tous les travaux d'enquête, de la collecte à la publication, et aucune des différentes tâches ne doit être négligée, son rôle ne s'achève que lorsque l'information est à portée des décideurs. Quoiqu'il ait fait, sa mission n'est pas remplie s'il n'a pas atteint cette étape ultime.

Cette exigence rejoint le quatrième objectif que s'était fixé le projet : **ANALYSE ET INTENSIFICATION DE LA DIFFUSION NATIONALE ET REGIONALE DE L'INFORMATION**. La réalisation de cet objectif devait se concrétiser entre autres par la mise en place des centrales d'information au niveau national et au niveau régional.

Au niveau régional, le bulletin de l'ECA sur la **"SITUATION ALIMENTAIRE"** des pays du CILSS est publié tous les ans.

Au niveau national, le transfert des centrales d'information est maintenant effectif (sauf Gambie). De plus, diverses publications permettent de faire le point de la situation et de communiquer des informations sur le déroulement de la campagne, sur les prix, notamment au Niger et au Sénégal **(37)**. La diffusion de ces documents n'est pas toujours aussi large qu'il serait souhaitable, ni leur présentation aussi claire que pourraient le souhaiter les utilisateurs, mais leur publication régulière est un gage de réussite. Les défauts que l'on relève aujourd'hui ne pourront aller qu'en s'estompant si la régularité des parutions est maintenue.

En matière de **FORMATION**, il faut relever que la plupart du temps les enquêtes régulières sont introduites par un séminaire de préparation ou par une période de formation des agents pour les enquêtes pilotes ou nouvelles. Certaines formations complémentaires sont prévues, c'est le cas actuellement pour les superviseurs au Cap Vert (à l'INIA).

Le suivi des activités est assuré par l'ECA par des missions d'appui fréquentes sur le terrain, par la production régulière de rapports d'activités et par la préparation des programmes annuels. Il faut ajouter l'**"EVALUATION DU PROJET DIAPER"** en Septembre 1990 réalisée par **"LONGRAGE AGRICULTURAL DEVELOPMENT CENTRE"**. Dans les Etats, les chefs de file élaborent périodiquement des rapports de suivi.

Enfin, un autre objectif inscrit dans la stratégie même du projet est **LA PRISE EN CHARGE PROGRESSIVE PAR LES RESSOURCES NATIONALES DU FONCTIONNEMENT DES INSTRUMENTS STATISTIQUES MIS A DISPOSITION**. Souvent les équipes chargées des enquêtes régulières sont déjà budgétisées, mais les moyens de fonctionnement (déplacements, ordinateurs, fournitures) font défaut et paralysent le fonctionnement des services. De plus, le déplacement des agents et leur séjour dans un autre lieu que leur résidence habituelle justifient une allocation supplémentaire qui n'est pas prévue au Budget, à défaut de celle-ci il est difficile d'engager des enquêtes sur le terrain. Jusqu'alors DIAPER s'est efforcé de pallier à ces insuffisances, et il est clair que les enquêtes n'ont pu être conduites qu'à cette condition.

Maintenant que l'efficacité des instruments est prouvée, et que le service rendu peut être assimilé à un service public, il ne devrait plus dépendre des financements extérieurs. Il est, bien entendu, difficile dans la situation conjoncturelle actuelle, de demander aux pays pauvres qui constituent le CILSS, de faire encore un effort budgétaire alors que, par ailleurs, les Programmes d'Ajustement Structurels auxquels ils sont astreints les engagent à réduire leur "train de vie budgétaire". Il est d'ailleurs regrettable que

---

(37) Voir Rapport d'activités de deuxième année.

l'appareil statistique auquel ont fréquemment recours les concepteurs des PAS, ne soit pas expressément ménagé dans les politiques d'austérité qu'ils préconisent, d'autant que les responsables nationaux qui ne peuvent économiser sur d'autres services déjà très indigents ont tendance à se replier sur ce qu'ils considèrent encore comme des services annexes, à savoir, la statistique.

Mais, outre le budget national, il existe d'autres ressources dont l'origine les désigne plus particulièrement pour prendre en charge en partie les instruments de diagnostic permanent, il s'agit des recettes de contrepartie de l'aide alimentaire. La plupart des bailleurs concernés n'y voit aucun inconvénient, tout au contraire. Mais, très souvent, ces recettes ont déjà trouvé des affectations qui les emploient entièrement. Néanmoins, une tendance commence à se dessiner et des fonds de contrepartie contribuent au financement d'enquêtes statistiques (38).

En général, la présentation de cette requête de prise en charge des frais d'enquêtes sur ressources nationales auprès des responsables nationaux est bien comprise (39), même si ils sont presque toujours obligés d'en différer la mise en oeuvre.

---

(38) Le Programme de Restructuration des Marchés Céréaliers (PRMC) au Mali finance l'enquête relevé de prix sur les marchés céréaliers.

(39) Le Ministre de l'Agriculture au Mali nous a conseillé de rencontrer son collègue des Finances pour en parler.

II. PROGRAMMATION 4EME ANNEE ET PERSPECTIVES

1. PROGRAMMATION 4EME ANNEE

1.1. PROGRAMME AU NIVEAU REGIONAL

Comme pour les autres années, le programme dit régional, c'est l'ensemble des activités placées sous le contrôle direct de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) du projet en raison de leurs portées qui débordent le cadre national ou de la leurs modalités d'exécution qui relèvent d'elle.

Parmi ces activités, figurent évidemment celles relatives à la gestion administrative, financière et technique du projet.

Ce sont aussi, les tâches de coordination générales de recherche de cohérence, et de suivi de l'ensemble des activités du projet, tant au niveau des pays qu'aux niveaux regional et international.

D'une façon spécifique, les activités régionales de 4ème année sont les suivantes :

. le renforcement institutionnel et technique des Composantes Nationales à travers les animations locales.

. les appuis méthodologiques aux structures nationales dans le cadre des opérations programmées.

. le suivi de l'évaluation de la campagne agro-pastorale et de la campagne de commercialisation.

. l'établissement et l'analyse des bilans céréaliers régionaux.

. l'élaboration et la publication d'un bulletin régional de suivi de la situation alimentaire.

. la définition des termes de références, la conception ou la supervision de la conception méthodologique des opérations suivantes :

- taux de perte en céréales post-récoltes au Mali, en Mauritanie et au Sénégal.
- enquête consommation céréalière urbaine au Cap-Vert, au Tchad.
- circuits de commercialisation du bétail et des produits animaux dans tous les pays CILSS.
- étude sur le bilan animalier (Mali).
- étude sur les flux transfrontaliers en Gambie.
- suivi des zones à risques (au Sénégal et au Burkina).
- coordination entre les opérations de télédétection et les méthodes terrestres pour les statistiques agricoles.

. la supervision et le suivi de l'exécution des opérations pilotes programmées.

. l'établissement des rapports méthodologiques sur les opérations pilotes réalisées.

. la supervision et le suivi de l'amélioration de la centrale d'information transférée dans tous les pays.

. l'organisation des réunions et seminaires suivants :

- réunions du Comité Technique (Mars 1992), de la Concertation Régionale (Mars 1992) et de la Coordination CILSS/CCE/ITALIE (Avril 1992).

- réunion des experts du CILSS sur le bilan de la campagne agro-pastorale 1991/92 et de la campagne de commercialisation céréalière 1990-91 (Octobre/Novembre 1991).

- séminaire régional sur "la gestion de l'information pour la sécurité alimentaire (3-5 Juin 1991 à Bamako).

- séminaire régional sur les "enquêtes de consommation céréalières" (Septembre 1991).

- séminaire sur les résultats de l'étude sur la commercialisation du bétail.

- séminaire sur la gestion de la centrale d'information et le traitement informatique des enquêtes agricoles avec le logiciel SP6.

- réunion du "Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel" (Novembre 1991.

. la participation à diverses réunions ou rencontres dans le cadre de la collaboration avec différents partenaires = Comités Pilotages Procelos, Espaces Régionaux etc... .

1.2 PROGRAMME NATIONAUX

2.2.1. BURKINA FASO

L'ENQUETE AGRICOLE intègre le volet **"ESTIMATION DES STOCKS PAYSANS"**. Le "suivi du marché céréalier" continue sous la responsabilité de l'OFNACER, mais une révision méthodologique est prévue.

L'enquête **"SUIVI DE TROUEAU"** doit se poursuivre pour compléter le recensement mais elle sera amendée dans sa conception. L'enquête "SUIVI DES MARCHES A BETAIL" jusqu'alors financée sur un projet FAC qui prend fin en Juin 1991, sera poursuivie par DIAPER et un volet concernant l'estimation des abattages domestiques y sera adjoint.

Une Opération sur le **"SUIVI DES ZONES A RISQUES DANS LE CRPA DU SAHEL"** sera testée conjointement par les Statistiques agricoles, par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), et par le Centre National de Lutte contre les Effets de la Sécheresse (CNLES) et appuyée financièrement par DIAPER.

Enfin, **"LA COORDINATION ET LA GESTION DE LA CENTRALE D'INFORMATION"** nécessitera des moyens spécifiques. Ce système sera mis en place après la tenuedu séminaire sur la gestion de l'information. A ce volet sera adjoint la publication du "BULLETIN DE SUIVI DE LA SITUATION ALIMENTAIRE" qui sera plus formalisée.

1.2.2. CAP-VERT

L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE est poursuivie et DIAPER maintient sa participation. **L'ENQUETE SUIVI DES MARCHES CEREALIERS** est reconduite avec pour objectif la saisie, le traitement et la publication rapide des données. Enfin, les crédits alloués pour l'ENQUETE PILOTE SUR LA CONSOMMATION CEREALIERE non engagée en troisième année sont reportés plus raisonnablement en quatrième année.

1.2.3. GAMBIE

Les trois enquêtes : **enquête agricole permanente, stocks paysans et prix sur les marchés céréaliers** sont reconduites. Les crédits des enquêtes élevage encore intacts sont reportés en quatrième année. Ce seront les mêmes opérations qui devront être réalisées.

Une opération pilote sur les flux transfrontieres est programmée avec le PPMU.

1.3.4. GUINEE-BISSAU

Le RECENSEMENT AGRICOLE a été conduit par la FAO assisté du projet DIAPER. L'opération est maintenant terminée, néanmoins la FAO dispose encore au sein du GAPLA d'un informaticien pour "boucler" les publications.

L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE à laquelle est maintenant totalement intégrée **l'ENQUETE STOCKS PAYSANS** et **l'ENQUETE SUIVI DES MARCHES CEREALIERS** dépend, outre de DIAPER, de plusieurs financements : la Banque Mondiale, la Coopération suédoise (ASDI), et la FAO. Un BULLETIN SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE est régulièrement publié.

L'ENQUETE CONSOMMATION CEREALIERE conduite jusqu'alors dans certains centres urbains sera reprise dans d'autres villes pour étendre le champ d'observation.

BPSA : Bureau de Planification de la S.A.
GAPLA : " DEP min. Dev. Rural

Le **RECENSEMENT DU CHEPTEL** a été conduit en troisième année sur trois régions représentant 80% des effectifs du troupeau. Une **ENQUETE SUIVI DU TROUPEAU** du recensement et une **ENQUETE SUIVI DES MARCHES A BETAIL** sont programmées pour la quatrième année du projet.

1.2.5. MALI

L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE à laquelle est adjoint **l'ENQUETE STOCKS PAYSANS** sera poursuivie mais cette année la Direction de l'Agriculture sera plus étroitement associée dès la saisie des informations et pour l'apurement des données.

L'ENQUETE SUIVI DES MARCHES A BETAIL est reconduite. A l'avenir, il devrait être possible d'intéresser d'autres financiers ou même d'associer les opérateurs économiques nationaux. Par contre, l'ENQUETE SUIVI DES TROUPEAUX est, conformément aux décisions prises dès l'an passé, suspendue pour laisser se dérouler le **RECENSEMENT DU CHEPTEL**, qui reste l'opération principale qui va focaliser toutes les energies du département d'élevage en 1991 et 1992.

1.2.6. MAURITANIE

L'ENQUETE AGRICOLE est, bien entendu, reconduite, mais elle couvre maintenant les périmètres irrigués et intègre **l'ENQUETE STOCKS PAYSANS.** **L'ENQUETE SUIVI DES MARCHES CEREALIERS** est aussi reconduite.

En ce qui concerne les enquêtes pilotes, **l'ENQUETE SEMENCES** qui était une opération ponctuelle ne peut être reconduite, l'exploitation sera conduite si possible d'ici fin Avril 1991. **L'ENQUETE PERTES APRES RECOLTE**, non réalisée en troisième année, pourra éventuellement être entreprise en quatrième année sous réserve de la méthodologie retenue par l'ECA.

Pour une préparation **d'ENQUETES ELEVAGE** éventuellement à venir, un crédit est ouvert pour effectuer deux missions d'observation au Mali sur les opérations du recensement en cours.

Enfin, pour la gestion de la **CENTRALE D'INFORMATION**, il est ouvert un volet sur le budget de cette quatrième année.

1.2.7. NIGER

L'ENQUETE PREVISION ESTIMATION DE RECOLTES est reconduite sur toute l'étendue couverte par la dernière enquête (y compris la région d'AGADEZ). Elle intégre **l'ENQUETE STOCKS PAYSANS.** Il y aura lieu de veiller plus particulièrement au fonctionnement du dispositif dans la nouvelle structure mise en place.

Le volet **SUIVI DE CAMPAGNE** qui semble intéresser nombre d'opérateurs recevra cette année encore un appui de DIAPER, d'autant que le nouvel organigramme des services météo risque de lui retirer l'assistance de l'ASECNA.

Le **SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES** maintenant intégré dans une structure propre au sein de l'OPVN qui envisage dès cette année de diffuser auprès des privés son bulletin recevra le concours de DIAPER et de la Coopération allemande. Il est envisagé de produire un bulletin d'analyse dès Juin 1991 avant la tenue d'un **ATELIER NATIONAL** sur le SIM.

Les **ENQUETES SUR LES MARCHES A BETAIL** qui n'avaient pas encore abouti en troisième année se verront reconduire les fonds disponibles pour leur permettre de parvenir à une diffusion rapide des informations qu'elles collectent et leur permettre de tirer parti des moyens dont elles disposent.

L'ENQUETE PILOTE SUR LA CONSOMMATION DES CEREALES recevra les financements nécessaires pour la publication des résultats dès mai-juin 1991.

Enfin, un **APPUI A LA COORDINATION** est prévu.

1.2.8. SENEGAL

Un budget spécifique est dégagé pour le rassemblement et la **GESTION DE L'INFORMATION** et une personne y est détachée. Les enquêtes pilotes : **STOCKS PAYSANS ET CULTURES DE DECRUES**, sont intégrées au système plus général **d'enquête agricole** pour une perception plus cohérente de l'ensemble et pour une présentation plus rationnelle du budget. Ainsi sont dégagées les enquêtes pérennes et regroupées autour de chacune d'elles les moyens mis en place. Pour l'ENQUETE PERTE non réalisée en troisième année, les crédits disponibles sont reportés en quatrième année.

Une enquête sur **l'ENSEMBLE DES STOCKS PRIVES ET PUBLICS** était envisagée. Mais, comme d'une part, les stocks publics sont supposés être connus et que d'autre part, l'enquête stocks paysans est déjà conduite, les autres stocks étant plus ou moins compris dans l'enquête sur les prix et flux sur les marchés, ce travail consisterait essentiellement en une coordination des informations déjà collectées, coordination de toutes façons souhaitable mais qui ne suppose pas le dégagement de moyens importants. D'un commun accord, ce volet n'a pas été retenu.

L'enquête sur le suivi des troupeaux est reconduite sous la forme adoptée par le Sénégal : deux régions suivies pendant deux ans. L'enquête sur les MARCHES A BETAIL est aussi reconduite.

En ce qui concerne la participation de DIAPER pour le **RESENCEMENT AGRICOLE** initié par la FAO, le projet ne peut dégager de fonds dans l'immédiat, mais n'exclut pas sa participation pour un appui technique si la conception du projet n'est pas trop éloignée de la stratégie DIAPER.

Deux opérations pilotes sont envisagées notamment **le suivi des zones à risques** qui sera réalisée par le Commissariat à la sécurité alimentaire, et **l'ENQUETE PERTES CEREALIERES**, à exécuter par la Division Statistiques agricoles.

1.2.9. TCHAD

L'ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE souffrait d'un manque de matériel, des équipements complémentaires sont donc prévus pour cette quatrième année.

L'ENQUETE RELEVE DES PRIX SUR LES MARCHES CEREALIERS d'abord testée sur deux zones est maintenant étendue à l'ensemble du territoire. La Direction de la Statistique générale, le Bureau des Statistiques Agricoles (BPSA), et l'Office National des Céréales (ONC) coordonneront leurs efforts pour mener à bien cette enquête.

L'enquete suivi des marches a bétail qui a jusqu'alors permis de publier des relevés de prix sera reconduite.

Enfin, **l'ENQUETE CONSOMMATION DE CEREALES** qui n'avait pu être engagée en décembre 1990, compte tenu des événements sera reprogrammée en quatrième année à l'exception des régions de Sahr et d'Abéché pour lesquelles une base de sondage convenable ne peut être arrêtée.

2. PERSPECTIVES

2.1. Ecueils à éviter

Si l'absence d'informations statistiques ne provoque pas forcément une frustration, l'existence d'indications chiffrées suscite toujours des interrogations, des doutes, voire des contestations. La mise en place dans les pays du Sahel de véritables banques de données agricoles n'échappe pas à cette loi.

Au-delà des retours d'informations que constituent les commentaires qui accompagnent les chiffres, il y a une demande d'explications ou une exigence de précisions complémentaires. En soi, cette exigence traduit l'intérêt accordé aux chiffres et s'avère plutôt satisfaisante, mais elle comporte aussi des risques et notamment celui de déclencher des demandes en chaînes qui se conditionnent les unes les autres mais ne peuvent forcément pas être toutes satisfaites. Mais encore, si l'élaboration d'un indicateur statistique peut être obtenu à partir d'un certain dispositif, il faut souvent un dispositif beaucoup plus compliqué et couteux pour obtenir davantage de précisions. L'obtention d'un détail ou la désagrégation d'un chiffre s'avère même très souvent d'un coût supplémentaire hors de proportion avec le résultat obtenu. Il est alors important de juger raisonnablement de l'intérêt des informations requises avant d'engager leur recherche.

L'énoncé de ces quelques précautions n'avait pas d'autre objet que de mettre en garde contre une tendance courante que l'on observe déjà dans les pays du CILSS, à savoir une exigence statistique souvent excessive compte tenu des moyens et des conditions. Le risque est grand de se laisser entraîner dans une quête sans fin avant d'avoir assuré les informations de base de prêter le flan à la critique prompte alors à se manifester. Il est souvent plus important de défendre la crédibilité des informations obtenues que de se lancer dans une quête d'informations nouvelles qui, perçue comme une recherche de justificatifs, constituerait alors une faiblesse. Sans doute, des informations complémentaires sont souvent nécessaires et leur collecte devra être engagée, mais ce choix ne devra être fait qu'après mûre réflexion.

La connaissance chiffrée d'indicateurs économiques est importante, il n'est pas pour autant nécessaire de chercher à tout chiffré même si le raisonnement semble l'exiger.

Mais, il est vrai, que le bilan céréalier établi à l'échelle d'un pays ne rend pas compte des situations locales qui peuvent être fort différentes. Aussi bien un bilan national équilibré ou même excédentaire peut dissimuler des déséquilibres régionaux critiques, aussi bien un bilan national déficitaire peut occulter des zones largement excédentaires. Si les flux commerciaux se développent sans entraves, on peut espérer des échanges qui rééquilibrent en partie les différentes situations, dans le cas contraire, les situations sont à envisager cas par cas, et il ne peut y avoir d'autres révélateurs que l'élaboration de chiffres régionaux. Ce raisonnement justifie la demande quelquefois formulée pour une désagrégation des chiffres de production nationale.

Mais ce travail nécessite un dispositif plus sophistiqué et de toutes façons le degré de précision des chiffres sera beaucoup plus faible. D'une part, l'indication obtenue sera plus fragile, et d'autre part, l'information communiquée sera plus sensible. Avant de se lancer dans ce type d'investigations, et même si elles apparaissent indispensables, il y a lieu de se montrer très prudent (40).

2.2. Notion de zones à risques

Jusqu'alors, et fort justement, l'attention s'est portée essentiellement sur le bilan céréalier, mais, bien entendu, celui-ci ne saurait rendre compte à lui seul de la situation alimentaire même si dans les pays du Sahel il en constitue l'aspect de loin le plus déterminant. En effet, d'autres productions entrent dans la ration alimentaire ou peuvent contribuer par la création de revenus qu'elles génèrent à l'améliorer. Cet argument a été très souvent présenté pour justifier la recherche d'informations statistiques sur d'autres productions.

Pour l'élevage, et notamment dans les pays où il constitue une activité traditionnelle (41), et quelquefois même un appoint significatif à la ration alimentaire, cette exigence paraît justifiée. Il ne faut cependant pas oublier que la collecte d'informations sur les troupeaux est beaucoup plus délicate et encore bien moins maîtrisée que sur les productions agricoles, et qu'elle nécessite un dispositif important. De plus, nombre de paramètres sont très sensibles aux aléas climatiques et dépendent aussi des comportements des éleveurs. Enfin, l'élevage traditionnel subit, dans nombre de pays sahéliens, une mutation profonde assez difficilement appréhendable. Néanmoins, il est possible d'obtenir des renseignements satisfaisants et de les réactualiser régulièrement, DIAPER vient d'en faire la preuve avec la conduite de recensements au Cap Vert, en Gambie, en Guinée Bissau et au Burkina Faso.

Là où l'élevage constitue une ressource nationale importante, il serait dommage de ne pas en tenir compte lors de la recherche d'informations sur la sécurité alimentaire. Comme l'a souligné le Directeur de l'élevage au Mali, celui-ci a été inscrit comme une priorité à la dernière Conférence de Lomé. La plupart des responsables rencontrés ont manifesté leur intérêt en matière de connaissance des potentialités de l'élevage.

---

(40) Le Chef de file burkinabé nous a fait part de ces réserves face à cette requête.

(41) Mauritanie, Mali, Niger, Tchad.

Les cultures maraîchères qui se sont développées ça et là constituent aussi un espoir sur lequel beaucoup de responsables politiques ont misé. Si l'engouement suscité est bien compréhensif dans des pays au potentiel nutritionnel limité, l'importance de ces productions dans la ration alimentaire reste cependant à démontrer. De plus, le recensement des sites de cultures est très délicat, il varie d'une année à l'autre en fonction de la pluviométrie, en fonction des comportements paysans, en fonction éventuellement des possibilités d'écoulement des productions. L'estimation des productions risque présenter des difficultés. Néanmoins, la requête pour une recherche d'informations les concernant nous a souvent été présentée.

Il faut bien reconnaître que dans la mesure où d'autres productions sont possibles, la détermination des zones exposées ne dépend plus seulement des productions de céréales. Il est alors tout à fait compréhensible de vouloir distinguer les ZONES A RISQUES, celles pour lesquelles un déficit céréalier ne saurait trouver de compensations avec d'autres cultures ou d'autres revenus. D'autant qu'à vouloir systématiquement assimiler les populations en détresse avec celles qui ont à déplorer une production de céréales inférieure à leur consommation moyenne estimée risque d'introduire une confusion dommageable. En effet, si l'aide alimentaire doit toucher toutes les populations en déficit céréalier sans distinguer celles qui ont la possibilité d'y suppléer, elle risque de pervertir un marché qui ne demandait qu'à s'exprimer et de pénaliser les producteurs excédentaires d'autres régions qui ne demandaient qu'à écouler leurs productions.

Il est donc important de bien cerner les populations véritablement en détresse de celles qui ont les moyens de s'en sortir. L'assistance alimentaire ne doit être un recours que lorsque les autres possibilités ont été épuisées, elle ne doit surtout pas empêcher la dynamique des échanges de se développer. Certains même, placent maintenant toute leur confiance dans le développement des marchés pour limiter, voire endiguer complètement, les déficits vivriers, d'où l'attention particulière qu'il faut porter à leur fonctionnement et le rôle réduit maintenant dévolu aux offices céréaliers.

La notion de ZONES A RISQUES qui s'est développée surtout avec les systèmes mis en place dans un certain nombre de pays (42), FEWS (43), SAP-AEDES par exemple, mérite de retenir l'attention. Mais il ne faut pas sous-estimer les difficultés méthodologiques que présente cette approche sur le plan statistique.

Il faut cependant bien admettre qu'un véritable SYSTEME D'ALERTE PRECOCE comme il s'en développe actuellement aurait pour mission de cibler précisément et suffisamment à l'avance les populations exposées afin d'apporter en un endroit déterminé et en temps voulu la réponse qui s'impose.

III. CONCLUSION

Depuis la mise en place des enquêtes statistiques, les chiffres produits ont gagné incontestablement en autorité et les estimations fantaisistes auxquelles on assistait ont pratiquement disparu. Si les chiffres retenus ne

---

(42) Burkina , Mali, Niger, Mauritanie
(43) Famine Early Warning System

font pas toujours l'unanimité, il s'avère plus difficile de les critiquer et les contestataires doivent maintenant "affûter" leurs arguments. Les débats qui s'ensuivent sont généralement riches d'enseignements et engagent toutes les personnes intéressées à apporter leur contribution pour une meilleure approche statistique.

(Il nous faut mentionner en marge de ce rapport les difficultés auxquelles certains pays se sont trouvés confrontés pour débloquer les ressources mises à leur disposition (44) et les difficultés qu'ont entraînées la mauvaise distribution des fonds dont la Banque à Bruxelles aurait été responsable).

---

(44) La Gambie a ouvert un compte spécifique au nom du projet sur lequel la Communauté avance les fonds. Deux signature sont nécessaires pour tirer sur le compte : celle du CONACILSS et celle du Chef de file.

A N N E X E I

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES NATIONAUX DE 4EME ANNEE DIAPER

	BURKINA FASO	CAP-VERT	GAMBIE	GUINEE-BISSAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD
Enquête Agricole									
Prévis.+Evalua.+Stocks	x	x (sans stocks)	x	x	x	x	x	x	x
Consommation				x					
Suivi Marchés céréaliers (SIM)	x	x	x	x		x	x		x
Suivi Troupeau	x		x	x				x	
Suivi Marché à Bétail	x		x	x	x		x	x	x
Recensement du Cheptel					x				
Suivi Zones à Risques	x								
Coordination									
Gestion Centrale Info.	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Bulletin	x	x		x				x	x
Séminaire			x			x	x	x	
Opérations Pilotes									
Commercialisat. Bétail	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Consommat. céréal urb.		x		x					x
rurale							x		
Pertes céréalières					x	x		x	
Suivi Zones à Risques									
Fulx Transfrontaliers			x						
Opérat. SRNR							x		
Bilan animalier					x				

A N N E X E N° II

BUDGET PREVIONNEL DE 4è ANNEE

A N N E X E II.1

BUDGET PREVISIONNEL 4è ANNEE

E. C. A.

TABLEAU N° I-1

RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE DE L'ECA (Centre + A. Loc.)
(Annexe 5 Proposition Financement)
(en 1000 F CFA)

RUBRIQUES	MONTANT TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE	FINANCEMT OSCE
I EQUIPEMENT				
1.1 Centre	PM	0	0	0
1.2 Animations	PM	0	0	0
TOTAL I	**PM**	**0**	**0**	**0**
II FONCTIONNEMENT				
2.1 Personnel				
2.1.1 Personnel Centre	114.000	114.000	0	0
2.1.2 Personnel Animat°	91.921	74.921	0	17.000
2.2 Fonctionnement				
2.2.1 Fonct. Centre	53.700	53.700	0	0
2.2.2 Fonct. Animat°	49.940	49.940	0	0
TOTAL II	**309.561**	**292.561**	**0**	**17.000**
III APPUI EXTERIEUR	PM	0	PM	0
Total III	**PM**	**0**	**PM**	**0**
IV Mission d'Evaluation	0	0	0	0
V REUNIONS				
5.1 Concertat° Régionales	8.500	8.500	0	0
5.2 Comité Technique	7.500	7.500	0	0
TOTAL V	**16.000**	**16.000**	**0**	**0**
TOTAL GENERAL	**325.561**	**308.561**	**0**	**17.000**

.Financement OSCE (50.000 Ecus/an) correspondant à la contribution pour la 2° année au fonctionnement animation locale basée à Bamako.

TABLEAU N° I-2 : ECA (CENTRE) : BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE DIAPER II (1er/05/90 - 30/04/91)

(en 1.000 F CFA)

RUBRIQUE	BUDGET 3° A.	DEPENSES + ENGAGEMENTS AU 30/04/91	BUDGET 4° A. 01/05/91 AU 30/04/92	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
CHAPITRE I: EQUIPEMENT					
(Poste I/annexe 5 proposition Financement)					
1.1 2 Véhicules	PM	PM	PM	0	0
1.2 Photocopieuse	PM	PM	PM	0	0
1.3 Duplicata/Stenc.	PM	PM	PM	0	0
1.4 Matériel Informatique	PM	PM	PM	0	0
1.5 Mobilier de Bureau	PM	PM	PM	0	
1.6 Complément Aménagement Bureau	PM	PM	PM	0	0
1.7 Divers	PM	PM	PM	0	0
TOTAL CHAP.I:	PM	PM	PM	0	0
CHAPITRE II: FONCTIONNEMENT					
(Poste II/Annexe 5 proposition financement)					
2.1 Personnel					
2.1.1 Rémunérations					
2.1.1.1 Rémunérations Personnel Sahélien	56.465	56.465	73.000	73.000	0
2.1.1.2 Rémunérations Assistant Technique	PM	PM	PM	PM (1)	0
2.1.2 Frais scolaires & médicaux	2.930	2.930	10.000	10.000	0
2.1.3 Licenciement personnel à fin projet	-	PM	29.000	29.000	0
2.14 Imprévus	1.900	1.900	2.000	2.000	
s/total 2.1	61.295	61.295	114.000	114.000	0
2.2 Fonctionnement					
2.2.1 Véhicules:Carburant,Entretien,Assurance	3.000	3.000	4.500	4.500	0
2.2.2 Fournitures de bureau/Diffusion	8.400	8.400	10.000	10.000	0
2.2.3 Communication	9.400	9.400	10.000	10.000	0
2.2.4 Eau,Electricité,Entretien Bureau	3.070	3.070	4.000	4.000	0
2.2.5 Missions E.C.A	20.000	20.000	20.000	20.000	0
2.2.6 Documentation/Abonnement	0	0	500	500	0
2.2.7 Location Bureaux	1.800	1.800	2.700	2.700	0
2.2.8 Imprévus	0	0	2.000	2.000	0
s/total 2.2	45.670	45.670	53.700	53.700	0
TOTAL CHAP.II:	106.965	106.965	167.700	167.700	0
CHAPITRE III: APPUIS EXTERIEURS	PM		PM	0	PM (2)
(Poste III/Annexe 5 proposition financement)					
TOTAL CHAP.III:	PM		PM	0	PM
CHAPITRE IV: MISSIONS EVALUATION	PM		PM	0	PM
TOTAL CHAP.IV:	PM		PM	0	PM
CHAPITRE V: REUNIONS REGIONALES					
(Poste 5/Annexe 5 Proposition Financement)					
5.1 Concertation régionale	4.500	4.500	8.500	8.500	0
5.2 Comité Technique	6.000	6.000	7.500	7.500	0
TOTAL CHAP.V:	10.500	10.500	16.000	16.000	0
TOTAL I A V:	117.465	117.465	183.700	183.700	0

(1) Le montant prévu pour cette rubrique géré directement par la CCE dans le cadre Assistance Technique (Financement FED).

(2) Dépenses prévus dans contrat cadre avec SONEA

TABLEAU N° I-3 : BUDGET PREVISIONNEL ANIMATIONS LOCALES (4EME ANNEE) : 1er/05/91 au 30/04/92
(1000 FCFA)

RUBRIQUES	DAKAR (CN)	BISSAU (CN)	NIAMEY ECA+AT+CN	NDJAMENA (CN)	BAMAKO OSCE+ECA	TOTAL ANIMATION	FINANCt FED	FINANCt OSCE	FINANCt ITALIE
I EQUIPEMENT									
1 Véhicule	PM					PM		PM	PM
1 micro-ordinateur.	PM					PM		PM	PM
1 photocopieuse	PM					PM		PM	PM
1 stencilleuse	PM					PM		PM	PM
1 duplicateur	PM					PM		PM	PM
Matériel de bureau	PM					PM		PM	PM
1 mobylette	PM					PM		PM	PM
S/Total Equipement	PM					PM		PM	PM
II FONCTIONNEMENT									
2.1 Personnel			(1)						
- Animateur	12.850	13.950	PM	13.950	12.000	52.750	40.750	12.000	0
- indem.cadres	-	-	2.160	-	2.400	4.560	4.410	150	0
- Secret/Planton	2.400	1.000	2.820	1.600	4.080	11.900	11.900	0	0
- Charges Sociales	1.000	500	300	1.000	1.000	3.800	2.800	1.000	0
-Licenciements	5.385	7.521	470	7.185	5.300	25.861	22.011	3.850	
S/Total 2.1	21.635	22.971	5.750	23.735	24.780	98.871	81.871	17.000	0
2.2 Fonctionnement									
. Carburant/Entret.	1.400	1.100	PM	1.200	1.600	5.300	5.300	0	0
. Fournit.bureau/Inf.	1.400	1.400	1.800	1.400	1.700	7.700	7.700	0	0
. Telex/Téléphone	2.300	1.000	1.500	1.000	2.500	8.300	8.300	0	0
. Missions	2.500	4.000	PM	1.500	3.000	11.000	11.000	0	0
. Réunions coordinat.	1.500	1.500	1.000	1.000	1.500	6.500	6.500	0	0
. Contrib.charges locatives Logemt/Bureau	600	600	240	600	3.600	5.640	5.640	0	0
. Provision/Imprévus	1.000	1.000	1.500	1.000	1.000	5.500	5.500	0	0
S/Total 2.2	10.700	10.600	6.040	7.700	14.900	49.940	49.940	0	0
S/Total 2	32.335	33.571	11.790	31.435	39.680	148.811	131.811	17.000	0
TOTAL	32.335	33.571	11.790	31.435	39.680	148.811	131.811	17.000	0

(1) Ce montant est prévu dans le cadre du financement OSCE (50.000 Ecus par an), pour les deux dernières années de cet organisme.

A N N E X E II.2

BUDGET PREVISIONNEL COMPOSANTES NATIONALES

TABLEAU N° II-1 : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE
DES COMPOSANTES NATIONALES (ANNEXE N° 6 DE LA PROPOSITION DE FINANCEMENT)
(En 1.000 F CFA)

RUBRIQUES	BURKINA	CAP-VERT	GAMBIE	G.BISSAU	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL	FINANCT FED	FINANCT ITALIE
I. EQUIPEMENT	0	0	3.400	3.200	2.261,5	0	0	4.000	6.498	19.360	19.360	0
II. FONCTIONNEMENT												
2.1. Diff./Inform.	1212	PM	PM	2214	2000	PM	4.759,50	PM	PM	10.185,50	10.185,50	0
2.2. Banq. Données	1960	504	2160,90	700	300	315	3670	440	180	10.229,90	10.229,90	0
2.3. Séminaire Nat	1.900	1260	2.643,50	1.380	1.740	1.960	3.689,375	1000	1681,50	17.254,38	17.254,38	0
TOTAL II	5.072	1.764	4.804,40	4294	4.040	2.275	12.118,875	1440	1861,50	37.669,78	37.669,78	0
III. OPERAT. COLL												
3.1. Prod. Agric.	12.137	17.701,992	11.073,80	16.860	19.498,5	36.442,0	16.984	19.789	16.615,25	167.101,542	167.101,542	0
3.2. Commercialis.	6.082	9.555,101	2594,20	0	0	5.082	11.090,985	0	5.787	40.191,29	40.191,29	0
3.3. Elevage	11.302	0	8500	6670	7.400	770	6.436,201	17.762,5	7.181,5	66.022,20	66.022,20	0
TOTAL III	29.521	27.257,093	22.168,00	23.530	26.899	42.294	34.511,186	37.551,5	29.583,75	273.315,029	273.315,029	0
TOTAL GENERAL	34.593	29.021,093	30.372,40	31.024	33.200	44.569,0	46.630,061	42.991,5	37.943,25	330.344,304	330.344,304	0
FINANCEMENT FED	34.593	29.021,093	30.372,40	31.024	33.200	44.569,0	46.630,061	42.991,5	37.943,25	330.344,304		0
FINANCEMENT ITALIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		

TABLEAU N° II-2 BURKINA : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE
(en 1000 F CFA)

RUBRIQUES	ENQUETE AGRICOLE + STOCKS PAYS.	MARCHES CEREA-LIERS	MARCHES A BETAIL + ABATTAGES	SUIVI TROUPEAU	RESCEN-SEMENT AGRICOLE	SUIVI DES ZONES A RISQUES	COORDINAT° GESTION CENTRALE + BULLETIN	CONTRIBUT° ANIMATION LOCALE	TOTAL	FINANCT FED	FINANCT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	PM	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	7.232	6.082	5.442,375	5.302	PM	3.711	3.014	0	30.783	30.783	0
FORMATION	1.900	0	297,500	0	PM	532	0	0	2.730	2.730	0
IMPREVUS	450	0	260,125	0	PM	212	158	0	1.080	1.080	0
TOTAL	9.582	6.082	6.000	5.302	PM	4.455	3.172	0	34.593	34.593	0

.BUDGET TOTAL CN BURKINA	34.593	34.593	0
.AVANCE TRESORERIE	4.861,416	4.861,416	0
-Reliquat 3° année	379,416	379,416	0
-Opérations 3° année reportée (Suivi Troupeau)	4.482	4.482	0
.SOLDE A VIRER A CN	29.731,584	29.731,584	0

TABLEAU N° II-3 CAP VERT : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE

(en 1.000 F CFA)

Taux change = 1 Escudo = 4.2 FCFA

RUBRIQUES	ENQUETE AGRICOLE	SUIVI MARCHES AGRICOLES	O.P. CONSOMMAT°	Gestion Centrale Informat°	Contribut° Animation Locale	TOTAL	FINANCEMENT FED	FINANCEMENT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	-	0	0	0,000	0,000	,00
FONCTIONNEMENT	17.449,992	8.477,700	6.826,68	504	0	33.258,372	26.431,692	6.826,68
FORMATION	1.260,000	840,000	898,38	0	0	2.998,380	2.100,000	898,38
IMPREVUS	252,000	237,401	380,94	0	0	870,341	489,401	380,94
TOTAL	18.961,992	9.555,101	8.106,00 (1)	504	0	37.127,093	29.021,093	8.106,00
.BUDGET TOTAL CN CAP VERT						37.127,093	29.021,093	8.106,00
.AVANCE TRESORERIE						13.596,891	5.901,891	7.695,00
-Reliquat 3° Année						0,000	0,000	0,00
-Opérations 3° Année reportée (OP consommation)						7.695,000	0,000	7.695,00
-Surplus sur reliquat 2° année						914,669	914,669	0,00
-Trop perçu sur virement Bruxelles 3° Année						4.987,222	4.987,222	0,00
.SOLDE A VIRER A CN						23.530,202	23.119,202	411,00

CAP VERT : BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE DIAPER II

1 Escudo = 4,2 F CFA

	ESCUDOS	F CFA
0. GESTION CENTRALE INFORMATION		
. Indemnité : 10.000 x 12	120.000	504.000
I. ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE		
1. FONCTIONNEMENT		
1.1. Indemnités de déplacement		
Enquêteurs : 13 x 11.500 x 12	1.794.000	7.534.800
Superviseurs : 4 x 4.000 x 12	192.000	806.400
Chauffeur : 1 x 5.000 x 12	60.000	252.000
Agents de saisie : 2 x 12.000 x 12	288.000	1.209.600
Superviseur principal : 1 x 12.000 x 12	144.000	604.800
Total Indemnités	2.598.000	10.911.600
1.2. Entretien/Carburant		
a) Carburant		
- Motos : 15 x 20 l x 50 x 12	180.000	756.000
- Véhicule : 150.000		
. Diapper 50 %	75.000	315.000
b) Entretien		
- Motos : 10.000 x 15	150.000	630.000
- Voiture : 100.000 x 1	100.000	420.000
Total Entretien/Carburant	505.000	2.121.000
1.3. Missions de supervision et coordination dans les îles		
a) Transport		
St° Antao :		
3 voyages x 2 tech. x 11.11400	68.400	287.280
Fogo : 3 voyages x 2 tech. x 4.600	27.600	115.920
S. Nicolau :		
3 voyages x 2 tech. x 10.000	60.000	252.000
Maio : 3 voyages x 2 tech. x 5.400	32.400	136.080
Boa Vista :		
3 voyages x 2 tech. x 7.800	46.800	196.560
S. Vicente :		
3 voyages x 2 tech. x 10.000	60.000	252.000
Brava :		
(8 x 150 x 3) + (3 x 2 tech. x 660)	7.560	31.752
Total transport	302.760	1.271.592
b) Perdiem		
St° Antao		
2 tech. x 5 jours x 3 voyages x 2.500	75.000	315.000
Fogo/Brava		
2 tech. x 10 jours x 3 voyages x 2.500	150.000	630.000

S. Nicolau 2 tech. x 5 jours x 3 voyages x 2.500 $	75.000	315.000
Maio 2 tech. x 3 jours x 3 voyages x 2.500 $	45.000	189.000
Boa Vista 2 tech. x 4 jours x 3 voyages x 2.500 $	60.000	252.000
Total Perdiem	405.000	1.701.000
Total Missions	707.760	2.972.592
1.4. Fournitures de bureau	200.000	840.000
1.5. Maintenance des appareils 2 micro-ordinateurs + 1 photocopieuse	144.000	604.800
Sous total fonctionnement	4.154.760	17.449.992
2. Formation		
2.1. Formation locale : recyclage du personnel d'enquête (enquêteurs + superviseurs)	300.000	1.260.000
Sous Total Formation	300.000	1.260.000
3. Imprévus	60.000	252.000
4. Consultation Informatique	P M	P M
TOTAL ENQUETE AGRICOLE	4.514.760	18.961.992
II. ENQUETE SUIVI MARCHES AGRICOLES		
1. FONCTIONNEMENT		
1.1. Indemnités de déplacement		
Enquêteurs : 8 x 11.500 x 12	1.104.000	4.636.800
Agent de saisie : 1 x 12.000 x 12	144.000	604.800
Chauffeur : 1 x 5.000 x 12	60.000	252.000
Total Indemnités	1.308.000	5.493.600
1.2. Entretien/Carburant		
Motos : 9 x 20 x 50 x 12	108.000	453.600
Voiture :	62.500	262.500
Total Entretien/Carburant	170.500	716.100
1.3. Missions		
Transport (avions) et perdiem contrôleurs niveau central (forfait)	200.000	840.000
Total Missions	200.000	840.000
1.4. Fournitures de bureau	120.000	504.000
1.5. Maintenance des appareils 1 micro-ordinateur + 1 photocopieuse	100.000	420.000
1.6. Publication bulletins	120.000	504.000
Sous Total Fonctionnement	2.018.500	8.477.700

2. Formation		
Formation locale ; recyclage du personnel	200.000	840.000
Sous Total Formation	200.000	840.000
3. Consultation Informatique	PM	
4. Imprévus	56.524	237.401
TOTAL SUIVI DES MARCHES	2.275.024	9.555.101
III. OPERATION PILOTE : "ENQUETE CONSOMMATION URBAINE"		
1. Formation		
Location salle et transport agents	20.000	84.000
Indemnités de formation		
(16 enq. + 3 cont) x 3 jrs x 1700 Es	96.900	406.980
Indemnités formateurs : 2 form x 3 jrs x 4.500	27.000	113.400
Billets d'avion Mindelo-Praia-Mindelo		
(6 enq. + 1 cont) x 10.000 Es	70.000	294.000
S/Total 1.	213.900	898.380
2. Collecte		
Salaires enquêteurs		
16 enq. x 3 mois x 11.000 Es	528.000	2.217.600
Salaires contrôleurs		
3 cont x 3 mois x 14.000 Es	126.000	529.200
Indemnités déplacement		
(16 enq. + 3 cont) x 3 mois x 2.300 Es	131.100	550.620
Indemnités superviseurs		
1 Sup. x 3 mois x 11.000 Es	33.000	138.600
Indemnités chauffeur		
1 chauf. x 3 mois x 5.000 Es	15.000	63.000
Perdiem superviseur Mindelo		
3 missions x 5 jrs x 2.500 Es	37.500	157.500
Billets d'avion Praia-Mindelo-Praia		
3 billets x 10.000 Es	30.000	126.000
Carburant Praia : 15 litres x 90 jrs x 48 Es	64.800	272.160
Entretien véhicule (forfait)	50.000	210.000
Fournitures enquête 600 ménages x 300 Es	180.000	756.000
Balances : 5 balances x 6.000 Es	30.000	126.000
Fournitures bureau	100.000	420.000
S/Total 2	1.325.400	5.566.680
3. Traitement des données et publication		
Heures supplémentaires informatique (saisie, Programmation)	50.000	210.000
Publication	250.000	1.050.000
S/Total 3	300.000	1.260.000
Imprévus	90.700	380.940
TOTAL ENQUETE CONSOMMATION	1.930.000	8.106.000
TOTAL GENERAL CAP VERT	8.839.784	37.127.093

TABLEAU N° II-4 GAMBIE : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE

(en 1.000 F CFA)
1 Dalasi=34 F CFA

RUBRIQUES	APPUI AU PPMU et AU N.A.S.S.	STOCKS PAYSANS	MARCHES CEREALIERS	ELEVAGE	GESTION CENTRALE	ANIMATION LOCALE	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	3.400,0	0	0	0	0	0	3.400	3.400	0
FONCTIONNEMENT	9.520	703,80	2.594,20	8.500	2.160,904	0	23.478,904	23.478,904	0
FORMATION	2.643,5	PM	PM	0	0	0	2.643,500	2.643,500	0
IMPREVUS	850,0	0	0	0	0	0	850,000	850,000	0
TOTAL	16.413,5	703,80	2.594,20	8.500 (1)	2.160,904	0	30.372,404	30.372,404	0
.BUDGET TOTAL CN GAMBIE							30.372,404	30.372,404	0
.AVANCE TRESORERIE							9.340,632	9.340,632	0
-Solde à virer par CCE							840,632	840,632	0
-Opération 3° année reportée (Enq. Elevage)							8.500,000	8.500,000	0
.SOLDE A VIRER A CN							21.031,772	21.031,772	0

G A M B I E : BUDGET PREVISIONNEL POUR LA 4EME ANNEE

1 Dalasi = 34 F CFA

I. APPUI AU PPMU ET ENQUETE AGRICOLE (N.A.S.S.)

	DALASIS	F CFA
1. EQUIPEMENT : 10 motos x 10.000 D	100.000	3.400.000
2. FORMATION DU PERSONNEL		
2.1. Frais de déplacement pour 30 enqu. 30 x D100	3.000	102.000
2.2. Perdiem enquêteurs 30 x D50 x 5 jours	7.500	255.000
2.3. Perdiem chauffeurs 3 x D50 x 5 jours	750	25.500
2.4. 2 déplacements sur le terrain 2 x D 2.000	4.000	136.000
2.5. Location du centre de formation D 2.000 x 5 jours	10.000	340.000
2.6. Matériel Pédagogique	10.000	340.000
2.7. Honoraires pour 5 formateurs 5 x D 500 x 5 jours	12.500	425.000
2.8. Atelier Formation statist + Econom. de 70 agents	30.000	1.020.000
Sous Total 2	77.750	2.643.500
3. COLLECTE D'INFORMATIONS		
3.1. Carburants pour 30 enquêteurs 30 x 20 l/mois x 8 mois x D 7,50	36.000	1.224.000
3.3. Carburants pour 6 superviseurs 6 x 60 l/mois x 8 mois x D 7,50	21.600	734.400
3.3. Carburants pour 3 seniors superviseurs 3 x 130 l/mois x 8 mois x D 7,50	23.400	795.600
3.4. Carburants pour supervision équipe centrale 4 x 100 l/mois x 4 mois x D 7,50	12.000	408.000
3.5. Perdiem pour 9 superviseurs 9 x D 25/jour x 10 j/mois x 8 mois	18.000	612.000
3.6. Perdiem pour la supervision centrale 4 x D 150/jour x 10j/mois x 4 mois	24.000	816.000
3.7. Perdiem pour 3 chauffeurs 3 x D 50/jour x 10 j/mois x 4 mois	6.000	204.000
3.8. Indemnités pour 12 enquêteurs temporaires 12 x 750/mois x 8 mois	72.000	2.448.000
Sous Total 3	213.000	7.242.000

4. MAINTENANCE EQUIPEMENT		
4.1. Motos des 6 superviseurs 6 x D 1.000	6.000	204.000
4.2. Mobylettes des 30 enquêteurs 30 x D 500	15.000	510.000
4.3. Véhicules des 3 superviseurs 3 x D 3.000	9.000	306.000
4.4. Assurances pour les véhicules	10.000	340.000
4.5. Photocopieur	3.000	102.000
4.6. Entretien ordinateurs	4.000	136.000
Sous Total 4	47.000	1.598.000
5. IMPRESSION ET PUBLICATION DU RAPPORT Impression du rapport	20.000	680.000
Sous Total 5	20.000	680.000
6. IMPREVUS	25.000	850.000
TOTAL I (1 à 6)	482.750	16.413.500
II. SUIVI DES PRIX DES MARCHES CEREALIERS		
2.1. Carburants pour 30 enquêteurs 30 x 15 l/mois x 8 mois x D 7,50	27.000	918.000
2.2. Carburants pour 6 superviseurs 6 x 20 l/mois x 8 mois x D 7,50	7.200	244.800
2.3. Carburants pour 3 seniors superviseurs 3 x 25 l/mois x 8 mois x D 7,50	4.500	153.000
2.4. Carburants pour supervision équipe centrale 2 x 80 l/mois x 8 mois x D 7,50	9.600	326.400
2.5. Perdiem pour la supervision centrale 2 x D 150/jour x 10j/mois x 4 mois	12.000	408.000
2.6. Perdiem pour 3 chauffeurs 3 x D 50/jour x 10 j/mois x 4 mois	6.000	204.000
2.7. Fournitures	10.000	340.000
TOTAL II	76.300	2.594.200
III. EVALUATION DES STOCKS PAYSANS		
3.1. Carburants pour 30 enquêteurs 30 x 15 l/mois x 2 mois x D 7,50	6.750	229.500
3.2. Carburants pour 6 superviseurs 6 x 20 l/mois x 2 mois x D 7,50	1.800	61.200
3.3. Carburants pour 3 seniors superviseurs 3 x 20 l/mois x 2 mois x D 7,50	900	30.600
3.4. Carburants pour supervision équipe centrale 150 l/mois x 2 mois x D 7,50	2.250	76.500
3.5. Perdiem pour la supervision centrale 2 x D 150/jour x 10 J/mois x 2 mois	6.000	204.000
3.6. Perdiem pour 3 chauffeurs 3 x D 50/jour x 10 j/mois x 2 mois	3.000	102.000
TOTAL III	20.700	703.800

IV. GESTION CENTRALE ET TRAITEMENT DES DONNEES ET ANALYSE		
4.1. Indemnités de l'informaticien	15.756	535.704
4.2. Indemnités des 3 agents de saisie 3 x D 700/mois x 8 mois	16.800	571.200
4.3. Formation de 3 agents de saisie 3 x D 2.000	6.000	204.000
4.4. Gestion de la base de données	25.000	850.000
TOTAL IV.	63.556	2.160.904
V. ELEVAGE - PROVISION (1)	250.000	8.500.000
TOTAL GAMBIE	893.306	30.372.404

(1) Reconduction des opérations d'Elevage prévues en 3 ème Année.

TABLEAU N° II-5 GUINEE-BISSAU : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE

(en 1.000 FCFA)

RUBRIQUES	APPUI ENQUETE AGRICOLE/STAT. COURANTES	COORDINATION SECU.ALIMENT. GEST.CENTRALE	ENQUETE ELEVAGE	ENQUETE CONSOMMAT°	ANIMATION LOCALE	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	3.200	0	0	0	0	3.200	3.200	0
FONCTIONNEMENT	12.560	2.914	6.670	4.000	0	26.144	26.144	0
FORMATION	1.380	0	0	0	0	1.380	1.380	0
IMPREVUS	300	0	0	0	0	300	300	0
TOTAL	17.440	2.914	6.670	4.000	0	31.024	31.024	0

.BUDGET TOTAL CN GUINEE BISSAU	31.024,000	31.024,000	0
.AVANCE TRESORERIE	4.475,948	4.475,948	0
-Reliquat 3° Année	3.444,558	3.444,558	0
-Surplus sur reliquat 2° Année	1.031,390	1.031,390	0
.SOLDE A VIRER A CN	26.548,052	26.548,052	0

GUINEE BISSAU : BUDGET PREVISIONNEL 4 EME ANNEE DIAPER II

I. COORDINATION ACTEURS/DECLOISONNEMENT	
. Gestion centrale d'information/Coordination	
10.000 x 12	120.000
. Divers (CONACILSS, etc)	500.000
. Suivi situation alimentaire/Bulletin	2.294.000
TOTAL COORDINATION	2.914.000
II. ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE	
(GAPLA - Division des Statistiques) Agricoles)	
2.1. Equipement	
4 motos Hondas 125	
800.000 x 4	3.200.000
2.2. Fonctionnement	
- Coordonnateur	
3 x 20.000 x 7	420.000
- Superviseurs	
8 x 14000 x 7	784.000
- Contrôleurs	
38 x 10.000 x 7	2.660.000
- Enquêteurs	
80 x 8.000 x 7	4.480.000
- Dépouilleurs	
6 x 8.000 x 12	576.000
- Opérateurs	
4 x 10.000 x 12	480.000
- Chauffeurs	
1 x 5.000 x 12	60.000
- Fourniture de bureau	1.000.000
- Carburant, entretien	1.800.000
- Maintenance appareils	300.000
2.3. Formation	1.380.000
2.4. Imprévus	300.000
TOTAL ENQUETE AGRICOLE	17.440.000

III. ENQUETE CONSOMMATION CEREALIERE (1) (3 à 4 villes)	4.000.000
IV. ELEVAGE	
A. SUIVI DES TROUPEAUX	
. FONCTIONNEMENT	
1.1. Indemnités du personnel	
. 2 coordonateurs avec 15.000 FCFA/mois 15.000 F x 2 x 12	360.000
. 3 contrôleurs avec 12.000 FCFA/mois 12.000 x 3 x 12	432.000
. 16 observateurs avec 10.000 F CFA/mois 10.000 x 16 x 12	1.920.000
. Heures supplémentaires pour travaux de saisie	100.000
1.2. Entretien véhicules	200.000
1.3. Carburant/Lubrifiant	500.000
1.4. Fournitures de bureau	400.000
1.5. Boucles d'identification	768.000
1.6. Produits sanitaires (vaccins)	500.000
1.7. Formation	300.000
1.8. Imprévus	220.000
TOTAL	5.700.000
B. SUIVI DES MARCHES	
. FONCTIONNEMENT	
2.1. Indemnités du personnel 10 enquêteurs à 6.000 F CFA/mois : 6.000 x 10 x 12	720.000
2.2. Carburant/Lubrifiant	150.000
2.3. Fournitures de bureau	100.000
Total Elevage	6.670.000
TOTAL GUINEE BISSAU	31.024.000

(1) Sous réserve de la définition méthodologique et budget détaillé, en rapport avec ECA.

TANLEAU N° II-6 MALI : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE
(en 1.000 F CFA)

RUBRIQUES	ENQUET.CONJONCT. DNA/DNSI ET STOC PAYSANS INTEGRES	SUIVI CONTINU ELEVAGE (DNE)	SUIVI MARCHE A BETAIL	RECENSEMENT CHEPTEL	COORDINAT° GESTION CENTRALE	O.P. Pertes	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	2.261,5	0	0				2.262	2.262	0
FONCTIONNEMENT	19.498,5	0	4.000	3.400	2.300	6.000	35.199	29.199	6.000
FORMATION	1.740,0	0	0	0	0	0	1.740	1.740	0
IMPREVUS	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	23.500,0	0	4.000	3.400	2.300	6.000	39.200	33.200	6.000
.BUDGET TOTAL CN							39.200	33.200	6.000
.AVANCE TRESORERIE							577	577	0
-Reliquat 3° Année							0	0	0
-Trop perçu viremt Bruxelles 3° A (Enq. Agr.)							577	577	0
.SOLDE A VIRER A CN							38.623	32.623	6.000

M A L I : BUDGET PREVISIONNEL 4 EME ANNEE DIAPER II

I. COORDINATION GESTION CENTRALE D'INFORMATION	2.300.000
II. ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (D.N.A./D.N.S.I) AVEC ESTIMATION DES STOCKS INTEGREE.	
1. EQUIPEMENT	2.261.500
Matériel Précision/Ruban, boussole	1.761.500
. Lecteur Micro DNA	500.000
2. FONCTIONNEMENT	
2.1. Réparation Mobylettes	
D.N.A. Financement DIAPER	
15.000 F (forfait) x 40	600.000
D.N.A. Financement US-AID	
15.000 F (forfait) x 15	225.000
D.N.A. Finacement OSCE	
15.000 F (forfait) x 4	60.000
D.N.S.I. Financement PADEM	
10.000 F (forfait) x 20	200.000
Sous-Total	1.085.000
2.2. Enquêteurs	
Frais de déplacement	
D.N.A. : 10.000 F/enq. x 83 enq. x 5 mois	4.150.000
D.N.A. : 10.000 enq. x 32 enq. x 2 mois	640.000
D.N.S.I. :6.750 F x 51 x 4	1.377.000
Primes enquêteurs stocks paysans	
5.000 F x 112	560.000
Fonctionnement Mobylettes	
D.N.A. : 25 l x 340 F/l x 83 x 5 mois	3.527.500
D.N.A. : 25 l x 340 F/l x 32 x 2 mois	544.000
Sous-Total	10.798.500
2.3. Contrôleurs	
D.N.S.I. : Frais de déplacement	
10.000 F x 33 x 4	1.320.000
Primes enquête stocks paysans	
1.000 F x 112 S.E.	112.000
Fonctionnement Mobylettes	
20 l x 340 F/l x 33 x 4	897.600
Carburant contrôleurs enquête stocks paysans	
5l x 340 F/l x 112 S.E.	190.400
Sous-Total	2.520.000
2.4. Supervision	
2.4.1. Niveau Régional	
Frais de déplacement superviseur	
D.N.A. : 3.000 F/j x 10 j x 7 x 5 mois	1.050.000

D.N.S.I. : 3.000 F/j x 30 j x 7	630.000
Perdiem superviseurs enquête stocks paysans	
3.000 F/j x 5 j x 7	105.000
Perdiem chauffeurs enquête agricole	
2.000 F/j x 30 j x 7	420.000
Perdiem chauffeurs enquête stocks paysans	
2.000 F/j x 5 x 7	70.000
2.4.2. Niveau National	
Frais de missions	
5.000 F/j x 3 Ing. x 10J/mois x 3 moi	450.000
Frais transport	
Mission à Kayes	100.000
Mission à Ségou/Mopti	260.000
Mission à Gao/Tombouctou	230.000
Mission à Sikasso	120.000
Mission à Koulikoro + zone Haute Vall	100.000
Perdiem chauffeur	
3.000 F/j x 30 j	90.000
Sous-Total	3.625.000
2.5. Frais de subsistance pendant la formation	
D.N.A. : 10.000 F/j x 10j x 90	900.000
D.N.S.I. : 1.000 F/j x 10 j x 84	840.000
Sous-Total	1.740.000
2.6. Fonctionnement bureau (forfait)	300.000
2.7. Papeterie, traitement et publication (DNA-DNSI)	500.000
2.8. Reproduction questionnaires par DNSI	
2.500 x 200 F	500.000
2.9 Imprévus	170.000
Total Enquête Agricole	23.500.000
III. SUIVI DES MARCHES A BETAIL	
Carburant et entretien véhicule (supervision)	600.000
Carburant mobylettes : 340 F x 20 l x 10 x 12 mois	816.000
Entretien mobylettes	250.000
Fournitures de bureau	500.000
Primes enquêteurs : 4.000 F x 25 x 12 mois	1.200.000
Perdiem superviseurs : 5.000 F x 3 x 28 j	420.000
Perdiem chauffeurs : 1.500 F x 40 j	60.000
Imprévus	154.000
Sous-Total	4.000.000
IV. ENQUETE PERTES (OPERATION PILOTE)	6.000.000
V. RECENSEMENT CHEPTEL (COMPLEMENT)	3.400.000
TOTAL	39.200.000

TABLEAU N° II-7 MAURITANIE : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE
(en 1.000 F CFA)

1 UM = 3,5 F CFA

RUBRIQUES	APPUI ENQU. AGRICOLE	STOCKS PAYSANS	MARCHES CEREALIERS	COORDINAT. GESTION CENTRALE	ENQ.PILOT. PERTES	ECHANG.EXP ELEVAGE	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0		0	0	0
FONCTIONNEMENT	31.839,50	4.077,5	4.557	1.190	5.250	770	47.684	42.434	5.250
FORMATION	1.085,00	0	0	0	0		1.085	1.085	0
IMPREVUS	525,00	0	525	0	0	0	1.050	1.050	0
TOTAL	33.449,50	4.077,5	5.082	1.190	5.250	770	49.819	44.569	5.250

	49.819	44.569	5.250
.BUDGET TOTAL MAURITANIE	26.403,493	19.243,493	7.160
.AVANCE SUR TRESORERIE	5.666,594	2.507	3.160
-Reliquat 3° Année	4.000	0	4.000
-Enquête Pertes	5.380	5.380	0
-Stocks Paysans	-1.959,101	-1.959	0
-Pertes / Reliquat 2° Année	-684	-684	0
-Moins perçu sur viremt Bruxelles 3° A (Enq. Marchés)	14.000	14.000	0
-Virement Délégation à Eca non encore parvenu	23.415,507	25.325,507	-1.910
.SOLDE A VIRER A CN			

M A U R I T A N I E : BUDGET PREVISIONNEL 4 EME ANNEE

1 OUGOUYA = 3,5 F CFA

I ENQUETE AGRICOLE

FONCTIONNEMENT

1.1. Personnel		F CFA	OUGOUYA
1 Directeur National	: 10.000 x 12	120.000	420.000
5 Superviseurs	: 7.500 x 12	450.000	1.575.000
1 Chef dépouilleur	: 4.500 x 12	54.000	189.000
2 Chauffeurs	: 4.000 x 12	96.000	336.000
3 Dépouilleurs	: 4.000 x 12	144.000	504.000
2 Secrétaires	: 3.000 x 12	72.000	252.000
1 Secrétaire auxiliaire	: 2.500 x 12	30.000	105.000
1 Planton	: 3.000 x 12	36.000	126.000
SOUS TOTAL		1.002.000	3.507.000
112. Personnel niveau régional			
8 Superviseurs	: 7.500 x 12	720.000	2.520.000
32 Enq./Contrôleurs	: 5.000 x 12	1.920.000	6.720.000
6 Chauffeurs	: 4.000 x 12	288.000	1.008.000
SOUS TOTAL		2.928.000	10.248.000
113. Indemnités enquêteurs observateurs			
80 Enq./Observateurs	: 2.500 x 5	1.000.000	3.500.000
TOTAL 1.1.		4.930.000	17.255.000
1.2. Carburant			
18 Motos : 50 l x 7 mois x 90 UM		567.000	1.984.500
6 Voitures : 1.000 l x 3 pgs x 90 UM		1.620.000	5.670.000
Irrigués		180.000	630.000
SOUS TOTAL 1.2.		2.367.000	8.284.500
1.3. Entretien et réparation fourniture			
Motos/Auto		1.000.000	3.500.000
Fournitures bureaux		500.000	1.750.000
Fournitures divers pour irrigués		150.000	525.000
Entretien micro		150.000	525.000
SOUS TOTAL 1.3.		1.800.000	6.300.000
TOTAL FONCTIONNEMENT		9.097.000	31.839.500

2. FORMATION		
2.1. Formation Enquêteurs observateurs 2.000 x 80	160.000	560.000
2.2. Recyclage de terrain	150.000	525.000
SOUS TOTAL 2	310.000	1.085.000
3. Imprévus	150.000	525.000
4. Stocks paysans (1)	1.165.000	4.077.500
TOTAL ENQUETE AGRICOLE	10.722.000	37.527.000
II ENQUETE SUIVI MARCHES CEREALIERS		
18 Enq. observateurs : 2.500 x 12	540.000	1.890.000
Indemnité de supervision 5 Enq./contrôleurs : 3.000 x 12	180.000	630.000
Carburant supervision 5 x 80 l x 12 mois x 90	432.000	1.512.000
Fourniture de bureau	150.000	525.000
Imprévus	150.000	525.000
Sous total enquête céréalière	1.452.000	5.082.000
III OPERATION PILOTE "PERTES"		
Enquête pertes après récoltes (2)	1.500.000	5.250.000
IV COORDINATION ET GESTION CENTRALE INFO.		
. Gestion centrale : 7.500 x 12	90.000	315.000
. Séminaire collecte/Décideur	250.000	875.000
V ECHANGES EXPERIENCE 2 CADRES AU MALI	220.000	770.000
TOTAL GENERAL	14.234.000	49.819.000

(1) Sous réserve détail budget

(2) Sous réserve définition méthodologique avec ECA et détail budget.

TABLEAU N° II- 8 NIGER : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE
(EN 1.000 F CFA)

RUBRIQUES	ENQUETE PREVIS° EVALUAT°RECOLTE ET STOCKS PAYS.	BULLETIN SUIVI CAMPAGNE	SYST.INFO. MARCHES CEREALIERS	MARCHES A BETAIL	COORDINAT°	OPERAIONS PILOTES CONSOMMAT	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
FONCTIONNEMENT	16.634,001	4.619,5	8.390,985	6.356,20	3.470	2.000	41.470,686	39.470,686	2.000
FORMATION	3.689,375	0,0	2.500,000	0,0	0	0	6.189,375	6.189,375	0
IMPREVUS	350,000	140,0	200,000	80,00	200	0,000	970,000	970,000	0
TOTAL	20.673,376	4.759,5	11.090,985	6.436,20	3.670	2.000	48.630,061	46.630,061	(1) 2.000

(1) Il s'agit de reliquat O.P. 3° Année

.BUDGET TOTAL CN NIGER	48.630,061	46.630,061	2.000,000
.AVANCE TRESORERIE	14.148,113	11.779,542	2.368,571
-Reliquat 3° Année	12.104,032	9.735,461	2.368,571
-Surplus sur Reliquat	2.044,081	2.044,081	0,000
.SOLDE A VIRER A CN	34.481,948	34.850,519	-368,571

N I G E R : BUDGET PREVISIONNEL 4è ANNEE DIAPER II

I. ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE (Prévisions, estimations récoltes + Stocks paysans)	
1. FORMATION	
- Chefs lieux des départements : (34 chefs SAA + 34 chefs de section Stat. des Arrond.) 3.000 F x 70	210.000
- Frais de séjour 2.500F/j x 2 jrs x 94 agents	470.000
- Fourniture et tirage questionnaires et instructions	800.000
- Carburant formation 6.500 km x 0,25 x 235	381.875
- Frais formation (2 formateurs) 10.000 F/j x 25 jrs x 2 formateurs	500.000
- Frais formation (7 C/SDSA) 7.500 F/j x 2 x 7 C/SDSA	105.000
- Frais de déplacement chauffeur(miss° centrale) 2.500 F/j x 25 jrs x 1 chauf.	62.500
- Chefs lieux des arrondissements 1.500 x 2 jrs x 200 agents	600.000
- Formation SP6 16 agents x 5.000 F x 2	400.000
- Transport 16 agents x 5.000 x 2	160.000
- frais de formateurs	PM
Sous Total 1	3.689.375
2. COLLECTE ET SUIVI	
CARBURANT	
- Appui SAA (transport équipe et contrôle) 50 L/village x 430 villages x 235	5.052.500
- Appui DDA (supervision et suivi enquête) 100 L/arrondissement(ou commune) x 42 x 235	987.000
- Entretien véhicule (DDA, SAA, Commune) 250.000 F x 8	2.000.000
PRIMES DE FIN D'ENQUETE	
- 5.000 F/village x 430 villages(niveau enq.)	2.150.000
- 2.500 F/village x 430 villages (niveau arrondis.)	1.075.000
- 1.500 F/village x 430 villages (niveau départem.)	645.000
- 1.000 F/village x 430 villages (niveau nation.)	430.000
Sous Total 2	12.339.500

3. SUPERVISION	
CARBURANT	
- Carburant pour 3 missions 3 missions x 6.000 km x 0,25 x 235	1.057.500
- Frais de mission 5.000 F/j x 1 cadre x 20 jrs	100.000
5000 F/J x 2 cadres x 24 jrs	240.000
5.000 F/j x 1 cadre x 14 jrs	70.000
2.500 F/j x 1 chauffeur x 58 jrs	145.000
Sous Total 3	1.612.500
4. FONCTIONNEMENT (NIVEAU NATIONAL)	
- Carburant 100 L/mois x 12 mois x 235 F	282.000
- Fourniture et publication	400.000
- Entretien véhicule (supervision)	500.000
- Fonctionnement télécopieurs 150.000 F x 6 télécopieurs	900.000
- Saisie et traitement	250.000
- Dactylographie et tirage	100.000
- Entretien photocopieur	250.000
Sous total 4	2.682.000
Sous total (1 à 4)	20.323.375
5. IMPREVUS	350.000
TOTAL ENQUETE AGRICOLE	20.673.375
II. SUIVI DE LA CAMPAGNE	
1. COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES	
Mise en place du réseau de suivi	
- Carburant : 6.000 km x 0.25 L/km x 235	352.500
- Perdiem mission . 2 membres GTP x 10 j x 5.000 F	100.000
. 1 chauffeur x 10 j x 2.500 F	25.000
Situation à mi-parcours (mission de suivi)	
- Carburant : 4.000 km x 0,25 L/km x 235	235.000
- Perdiem mission . 3 membres GTP x 10 j x 5.000 F	150.000
. 1 chauffeur x 10 j x 2.500 F	25.000

Appui à la collecte des messages de suivi et coordination (carburant)			
- Niveau central (DMN) : 30.000 F x 5 mois	150.000		
- Niveau régional (SAA) : 5.000 F x 32 SAA x 5 mois	800.000		
Primes de suivi			
- Agents de base : 7.500/site x 96 sites	720.000		
- Agents d'arrondissement : 5.000/site x 96 sites	480.000		
- Agents département : 2.500/site x 96 sites	240.000		
Fonctionnement telefax	PM		
Sous total 1	3.277.500		
2. TRAITEMENT DES DONNEES ET PUBLICATIONS			
- Primes membres GTP 2.000 F/site x 96	192.000		
- Papeterie	500.000		
- Distribution bulletin Niamey 5.000 F/décade x 15 décades	75.000		
- Expédition bulletin (timbres) 15.000 F/décade x 15 décades	225.000		
- Entretien photocopieuse	250.000		
- Consommable secrétariat	100.000		
Sous Total 2	1.342.000		
3. IMPREVUS	140.000		
TOTAL SUIVI CAMPAGNE	4.759.500		
III. SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES CEREALIERS(SIM)			
1. FOURNITURES DIVERSES	DIAPER	FONDS DE CTRE PARTIE	MONTANT TOTAL
Logiciels statistiques		300.000	300.000
10 balances		200.000	200.000
Sous Total		500.000	500.000
2. FONCTIONNEMENT			
Collecte			
- Indemnités de collecte 48 marchés x 27 relevés x 1.500 F		1.944.000	1.944.000
- Frais de transport marchés avec dépl. 214.500 F x 4 trimestres		858.000	858.000
- Timbres : 48 march. x 27 relevés x 2 exemp. x 85 F		220.320	220.320
- Enveloppes : 48 march. x 27 relev. x 2 exempl. x 44 F		114.048	114.048
- Tirage questionnaires 48 marchés x 27 relevés x 3 exempl. x 2 p x 6		46.656	46.656
- Questionnaires V1 - V4 48 marchés x 27 relevés x 2 exemp. x 4 p x 6		62.208	62.208
- Questionnaires V5 48 marchés x 8 relevés x 2 exemp. x 1 p x 6		4.608	4.608

Contrôle niveau déplacement			
* Indemnités contrôle			
- 40 marchés x 1 cadre x 8 contr. x 2.500 F		800.000	800.000
- 40 marchés x 1 chauff. x 8 contr. x 1.500 F		480.000	480.000
* Primes suivi typologie			
- 46 marchés x 1 cadre x 8 dépl. x 2.500 F		920.000	920.000
* Carburant contrôle			
- 9197 km x 0,25 x 235 x 8 contrôle	2.161.295	2.161.295	4.322.590
* Expédition questionnaire contrôleur			
- 46 marchés x 8 timbres x 210 F		77.280	77.280
- 46 marchés x 8 enveloppes x 44 F		16.192	16.192
* Questionnaire contrôleur			
- 48 marchés x 8 rel. x 2 exemp. x 4 p x 6 F		18.432	18.432
Supervision nationale			
* Indemnités dépl. Equipe Centrale			
- 2 cadres x 9 jours x 5.000 F x 4 missions		360.000	360.000
- 1 chauf. x 9 jours x 1.500 F x 4 missions		54.000	54.000
* Carburant mission équipe centrale			
- 2.000 km x 0,25 x 235 F x 4 missions	564.000		564.000
* Indemnités dépl. cadres et chauffeurs Agadez et Diffa			
- 6 cadres x 3 jours x 5.000 F x 4 missions		360.000	360.000
- 3 chauff. x 3 jours x 1.500 F x 4 missions		54.000	54.000
* Carburant Agadez et Diffa			
- 1.854 km x 0,25 x 235 F x 4 missions	435.690		435.690
* Frais de téléphone			
- 60.000 F x 12 mois	720.000		720.000
* Frais de saisie, publication et diffusion			
. Maintenance photocopieur		400.000	400.000
. Maintenance ordinateur		200.000	200.000
. Papier	432.000		432.000
. Timbre (32 public. x 60 exemp. x 210 F)		403.200	403.200
. Enveloppes (32 public. x 60 exemp. x 44 F)		84.480	84.480
. Frais divers de bureau		200.000	200.000
. Frais de saisie 50.000 F/homme x 12 mois	600.000		600.000
. Secrétariat pour service SIM		1.000.000	1.000.000
. Appui extérieur pour l'analyse	0	1.800.000	1.800.000
Sous total 2	4.912.985	11.846.719	17.659.704
3. REALISATION ENQUETES COMPLEMENTAIRES ET ATELIER			
Enquête flux frontalier	1.000.000		1.000.000
Enquête prix des céréales Nigéria			
3 enqu. x 12 mois x 48.000 F (y compris transport)	1.728.000		1.728.000
Enquête commerçants : 3 départ. x 250.000 F	750.000		750.000
Atelier SIM	2.500.000		2.500.000
Enquête conditionnement des sacs		750.000	750.000
Formation supplémentaire des enquêteurs		1.000.000	1.000.000
Diffusion		750.000	750.000
Sous Total 3	5.978.000	2.500.000	8.478.000

4. EVALUATION SIM			
Expert (1 mois)		3.500.000	3.500.000
Sous Total 4.		3.500.000	3.500.000
5. IMPREVUS	200.000	1.000.000	1.200.000
TOTAL SIM	11.090.985	19.346.719	31.337.704
IV MARCHE A BETAIL			
1. FONCTIONNEMENT			
Entretien 14 mobylettes			
10.500 F x 14 x 8	1.176.000		
Entretien véhicule liaison DIAPER	500.000		
Dotation carburant			
- Niveau central : 150 l x 8 mois x 235 F	282.000		
- DDEIA :130 l x 8 mois x 3 x 235 F	733.200		
- SAEIA : 100 l x 8 mois x 10 x 235 F	1.880.000		
Frais de déplacement cadres	700.000		
Frais entretien photocopieuse et ronéo	300.000		
Sous Total 1	5.571.200		
2. TRANSMISSIONS ET DIFFUSION RAPIDE DES INFORMATIONS			
Téléphone : 50.000 F x 8 mois	400.000		
Frais publication rapide : 30.000 F x 8 mois	240.000		
Sous Total 2	640.000		
3. RECYCLAGE DES ENQUETEURS	145.000		
Sous total 3	145.000		
Sous total (1 à 3)	6.356.200		
4. IMPREVUS	80.000		
TOTAL SUIVI MARCHES A BETAIL	6.436.200		
V. OPERATIONS PILOTES CONSOMMATION CEREALIERE			
1. PUBLICATION DES RESULTATS			
- Saisie des données	250.000		
- Publication et traitement	1.000.000		
Sous total 1	1.250.000		
2. IMPREVUS (1)	750.000		
TOTAL OPERATIONS PILOTES CONSOMMATION CEREALIERE	2.000.000		

VI. APPUI A LA COORDINATION	
1. LIAISON	
Carburant fonctionnement véhicule liaison 40.000 F x 12 mois	480.000
Entretien véhicule liaison (y compris véhicule SAP)	650.000
Téléphone	
- Transfert ligne téléphonique	20.000
- Fonctionnement : 50.000 F x 12 mois (2)	600.000
Sous Total 1	1.750.000
2. COORDINATION TECHNIQUE ET CONTROLE DES DIFFERENTS VOLETS	
- Indemnités coordination	
. 1 cadre x 30.000 F x 12 mois	360.000
- Saisie pour contrôle technique des enquêtes 6 mois/homme à 35.000 F	210.000
- Mission cadres	
. 1 cadre x 40 jours x 5.000 F	200.000
* SIM une mission de 9 jours	
* Suivi marché à bétail une mission de 10 jours	
* Prévision de récoltes 3 missions de 7 j chacune	
Sous total 2	770.000
3. SECRETARIAT ET PUBLICATION	
Frais de secrétariat et publication	750.000
Entretien photocopieur	200.000
Sous total 3	950.000
4. IMPREVUS	200.000
TOTAL COORDINATION	3.670.000
TOTAL NIGER	48.630.060

(1) Ce montant se justifie du fait que la situation des paiements des enquêteurs n'est pas encore clarifiée.

TABLEAU N° II-9 SENEGAL : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE

EN 1.000 F CFA.

RUBRIQUES	APPUI ENQ. AGRICOLES +STOCKS	STOCK PAYSANS	SUIVI TROUPEAU	SUIVI MARCHE A BETAIL	SUIVI ZONES A RISQUES	OPERAT° PILOTES PERTES	GESTION CENTRALE	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	2.000	0	0	0	2.000	4.000	4.000	0
FONCTIONNEMENT	19.539	0	8.547,5	8.965	7.206	6.000	440	50.698	37.492	13.206
FORMATION/COORD.	0	0	0	1.000	0	0	0	1.000	1.000	0
IMPREVUS	250	0	250	0	360,3	0	0	860	500	360,3
TOTAL	19.789	0	10.797,5	9.965	7.566,3	6.000	2.440	56.557,8	**42.991,5**	**13.566,3**

.Budget total CN Sénégal	56.557,800	42.991,500	13.566,3
.Avance Trésorerie	13.827,197	7.827,197	6.000
-Reliquat 3° Année	5.143,760	5.143,760	0
-Opération 3° A reportée (Enquête Pertes)	6.000,000	0,000	6.000
-Surplus sur Reliquat 2° Année	2.251,437	2.251,437	0
-Prix disque dur	432,000	432,000	0
.Solde à virer à CN	42.730,603	35.164,303	7.566,3

S E N E G A L : BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE

I. GESTION CENTRALE D'INFORMATION	
20.000 x 12 mois	240.000
Equipement Microordinateur	2.000.000
Fourniture micro	200.000
Sous Total	2.440.000
II. ENQUETE AGRICOLE AVEC STOCKS PAYSANS ET CULTURES DE DECRUES	
1. Indemnités	
. Cadre supérieur catégorie I (Niv central) 25.000 F x 12	300.000
. Cadres supérieurs cat II (Niv central) 20.000 x 3 x 12	720.000
. Personnel d'appui (Niv central) 20.000 x 2 x 12	480.000
. Superviseurs régionaux 20.000 x 10 x 4 mois	800.000
. Contrôleurs départementaux (15.000 x 30 x 4) + 15.000 x 30 x 1) + 15.000 x 4 x 3	2.430.000
. Enquêteurs Arrondissements (10.000 x 91 A x 4) + (10.000 x 91 A x 1) + (10.000 x 10 A x 3)	4.850.000
. Déplacement Equipe Centrale 4 sup x 10 j x 4 x 5.000	800.000
2 chauf. x 10 j x 4 x 3.500	280.000
Sous Total	10.660.000
2. Carburant	
. Equipe Centrale (coordination et missions de contrôle) 250 l x 12 x 350 F	1.050.000
5 missions x 400 l x 350 F	700.000
. Equipes régionales (50l x 4 x 10 x 350 F/l) + (50l x 10 x 350) + (50l x 3 R x 350)	927.500
. Equipes départementales (30l x 4 mois x 62 mobyl. x 350F) + (150l x 30 motos x 350 F) + (150l x 3D x3 m x 350 F)	4.651.500
Sous Total	7.329.000

3. Entretien/assurance véhicule	800.000
4. Entretien équipement	300.000
5. Fournitures de bureau et de produits d'entretien	450.000
6. Imprévus	250.000
Sous Total	1.800.000
Total enquête agricole	19.789.000
III. SUIVI DES MARCHES	
1. Indemnités	
. Enquêteurs 10.000 F x 30 x 12 mois	3.600.000
. Déplacement de l'Equipe Centrale 2 sup x 10 j x 3 mois x 5.000	300.000
1 chauf. x 10 j x 3 mois x 3.500	105.000
Sous-Total Indemnités	4.005.000
2. Carburant	
- Equipes régionales 10 rég. x 60 l/ms x 12 ms x 350 F	2.520.000
- Equipe centrale 200 lms x 12 ms x 350 F	840.000
3. Entretien et réparation du matériel informatique et photocopie	500.000
4. Entretien/Assurance	500.000
5. Fournitures de bureau	600.000
6. Séminaire de formation	1.000.000
Sous - Total	5.960.000
TOTAL SUIVI DES MARCHES	9.965.000
IV. SUIVI DES TROUPEAUX	
1. Equipement (1 micro)	2.000.000
2. Carburant	
- Enquêteurs 20l x 10 mobyl. x 12 mois x 350 F	840.000
- Supervision 1.200 l par zone x 2 x 350 F	840.000
- Coordonnateur 200 l par zone x 12 x 350 F	840.000
Sous- Total	2.520.000

3. Indemnités	
- Enquêteurs	
25 x 10.000 F/mois/agent x 12	3.000.000
- Superviseurs régionaux	
4 x 5.000 F x 20	400.000
- Superviseurs départementaux	
12 x 3.500 F/j x 20	840.000
- Déplacement 1 Equipe Centrale	
2 x 45j x 5.000 F/jour	450.000
- Déplacement chauffeur	
45 j x 3.500 F/jour	157.500
- 1 cadre adjoint : 15.000 x 12 mois	180.000
Sous Total	5.027.500
4. Fournitures de bureau	400.000
5. Frais de dépouillement	600.000
6. Imprévus	250.000
Total suivi troupeau	10.797.500
V. OPERATION PILOTE "PERTES" (1)	6.000.000
VI. SUIVI DES ZONES ET GROUPES A RISQUES ALIMENTAIRE ETUDE TEST DANS QUATRE ARRONDISSEMENTS	
A. Indemnités forfaitaires	
1. Coordinateur + 1 cadre	
50.000 x 12	600.000
2. Informaticien : 25.000 x 12	300.000
3. Coordonnateurs régionaux	
40.000 x 12	480.000
B. Frais de déplacement	
- Niveau de Dakar	
1. Missions de contrôle niveau central (2 cadres)	
90.000F x 12	1.080.000
2. Missions de contrôle niveau central (1 chauf.)	
50.000 F x 12	600.000
Soit	1.680.000
- Niveau des régions	
3. Collecte de l'information (2 Coordinateurs rég.)	
40.000 x 12	480.000
4. Collecte de l'information (2 chauf. régions)	
28.000 x 12	336.000
5. Collecte de l'information (Indemnités des 4 chefs	
de CER au niveau de l'arrondissement)	
40.000 x 12	480.000
Soit	1.296.000

6. Equipe pluridisciplinaire (5 personnes)	PM
7. Enquêtes spécifiques (forfait)	PM
8. Formation (ateliers, séminaires)	PM
Total frais de déplacement (2)	2.976.000
B. Carburant (a)	
9. Carburant niveau central 87.360 x 12	1.050.000
10. Carburant niveau régional 66.360 x 12	800.000
Total coût carburant (3)	1.850.000
C. Fournitures (forfait)	1.000.000
Total fonctionnement (1) + (2) + (3) + (4)	7.206.000
D. Imprévus 5 % des frais de fonctionnement	360.300
TOTAL SUIVI ZONES A RISQUES	7.566.300

(a) carburant
Eléments de calcul :
- Chaque voiture consomme 15 L de gasoil/100 km
- 42 L de gasoil par jour de tournée pour le niveau central
- 45 L de gasoil par jour de tournée pour le niveau régional
- Coût du litre : 210 F CFA

* Carburant pour tournée :	
- Niiveau central 10 j/mois x 42 L x 210 F x 12	1.050.000
- Niveau régional 4j/mois x 40 l x 210 F x 12 x 2	800.000
Total - Carburant	1.850.000
TOTAL SENEGAL	56.557.800

(1) Sous réserve définition méthodologique et détail budget avec ECA centrale.

TABLEAU N° II-10 TCHAD : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE)

(1.000 F CFA)

RUBRIQUES	APPUI STAT. AGRICOLES	MARCHES CEREALIERS	APPUI ELEVAGE MARCHES BETAIL	O.P. CONSOMMAT°	COORDINATION GEST. CENTRALE	TOTAL	FINANCEMT FED	FINANCEMT ITALIE
EQUIPEMENT	4.698	0	0		1.800	6.498	6.498	
FONCTIONNEMENT	16.115,250	4.652	6.381,5	5.458,00	180	32.786,75	27.328,75	5.458,00
FORMATION	1.681,500	885	600	309,50	0	3.476	3.166,50	309,50
IMPREVUS	500	250	200	292,50	0	1.242,5	950	292,50
				(1)				(1)
TOTAL	22.994,750	5.787	7.181,5	6.060	1.980	44.003,25	37.943,25	6.060

(1) Une Rebudgetisation de l'OP de 3° Année

.BUDGET TOTAL CN TCHAD	44.003,25	37.943,25	6.060
.AVANCE TRESORERIE	8.565,41	-1.134,59	9.700
-Reliquat 3° Année	3.165,41	3.165,41	0
-Opération 3° A reportée (OP consommation)	9.700,00	0	9.700
-Moins perçu sur viremt Bruxelles 3° A (Enq. Agr.)	-4.300,00	-4.300	0
.SOLDE A VIRER A CN	35.437,84	39.077,84	-3.640

T C H A D : BUDGET PREVISIONNEL 4 EME ANNEE DIAPER II

I. ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE (Y COMPRIS VOLET STOCKS PAYSANS)

I.1. EQUIPEMENT		
- Micro ordinateur	!	1.500.000 !
- 26 vélos x 75000	!	1.950.000 !
- Boussoles, décamètres, jalons	!	1.248.000 !
	!	!
sous total	!	4.698.000 !
	!	!
I.2. FONCTIONNEMENT	!	!
	!	!
I.2.1 Carburant/entretien	!	!
. Réparation véhicule début de campagne BC+ER	!	500.000 !
. Carburant/entretien véhicule BC	!	900.000 !
. carburant/entretien véhicule ER	!	!
100 F x 1.500 km x 7 mois	!	1.050.000 !
. Huile moteur contrôleurs : 12 x 4.500	!	54.000 !
. Carburant mobylettes	!	!
40 l x 10 mobyl. x 400 F x 7 mois	!	1.120.000 !
. Carburant mobylettes	!	!
60 l x 2 x 400 F x 7 mois	!	336.000 !
. Entretien mobylettes	!	!
3.000 F x 12 x 7 mois	!	252.000 !
. Entretien vélos : 1.000 F x 69 x 7 mois	!	483.000 !
. Réparation vélos	!	738.250 !
. Carburant pour transport matériel, questionnaire	!	!
600 l x 270 F	!	162.000 !
	!	!
Sous total	!	5.595.250 !
	!	!
I.2.2. Fourniture de bureau	!	!
. Fournitures BC	!	1.000.000 !
. Fournitures ER	!	500.000 !
	!	!
Sous total	!	1.500.000 !
	!	!
I.2.3 . Courrier : 3.000 F x 12 x 10	!	360.000 !
	!	!
I.2.4 . Perdiem/indemnités	!	!
. Superviseurs : 7.500 F x 15 j x 3 fois	!	337.500 !
. Chauffeur : 2.500 F x 15 j x 3 fois	!	112.500 !
. Mission chef BSA : 7.500 F x 15 j x 3 fois	!	337.500 !
. Chauffeur : 2.500 F x 15 x 3 fois	!	112.500 !
. perdiem chef ER : 2.500 F x 11 x 12	!	330.000 !
. Perdiem contrôleurs : 13.000 x 12 x 7	!	1.092.000 !
. Perdiem enquêteurs : 8.500 x 69 x 7	!	4.105.500 !
. Complément indemnités enq. non agents BSA	!	!
pour poursuite suivi berbéré et prix	!	!
5.000 F x 5 x 29	!	725.000 !

. Indemnités chauffeur pour transport matériel	
2.500 F x 15 j	37.500
. Frais secrétariat ER : 15.000 F x 12 x 1	180.000
. Primes pour traitement informatique (1)	
chef cellule informatique	
10.000 F x 12 mois x 1	120.000
. Agents saisie : 7.500 F x 12 mois x 3	270.000
Sous total	7.760.000
I.2.5 . Réparation et entretien matériel de reprographie	
. Entretien photocopieuse	300.000
. Entretien machine tirage	100.000
. Entretien micro	500.000
Sous total	900.000
I.3. Formation	
Formation contrôleurs à N'djamena	
Perdiem contrôleurs à N'djamena	
2.500 x 12 x 4	120.000
Déplacement contrôleurs : 16.000 x 12	192.000
Formateurs : 3 x 5.000 F x 4	60.000
Formation enquêteurs (Doba - Moundou)	
. Perdiem enquêteurs : 1.500 F x 4 j x 69	414.000
. Déplacement enquêteurs : 8.000 F x 69	552.000
. Perdiems formateurs : 7.500 f x 15 j x 2	225.000
. Perdiems chauffeur : 2.500 F x 15 j x 1	37.500
. Carburant : 1.500 k x 20/100 x 270	81.000
Sous total	1.681.500
TOTAL FONCTIONNEMENT	17.796.750
I.4. Imprévus	500.000
TOTAL ENQUETE AGRICOLE	22.994.750
II. A. SYSTEMES D'INFORMATION SUR LE MARCHE CEREALIER (SIM)	
II.1. FORMATION	
. Perdiems enquêteurs : 30 enq. x 5 j x 2.500 F	375.000
. Frais déplacement enquêteurs : 30 enq. x 16.000	480.000
. Indemnités formateurs : 2 form. x 3 j x5.000	30.000
II.2. COLLECTE	
. Indemnités : 30 enq.x12 mois x 5.000 F	1.800.000
. Perdiems superv. : 4 miss.x2sup. x 15 j x 7.500	900.000
. Perdiems chauffeurs	
4 missions x 2 chauf. x 15 j x 2.500 F	300.000
. Carburant/superviseur 4 missions	
15 j x 150 km x 20/100 x 290 F	522.000
. Fourniture enquête	400.000

. Balances : 22 x 15.000 F	!	330.000 !
. Traitement des données	!	200.000 !
. Publication des résultats	!	200.000 !
	!	!
II.3. IMPREVUS	!	250.000 !
	!	!
TOTAL SIM	!	5.787.000 !
	!	!
III. SUIVI MARCHES A BETAIL	!	!
	!	!
III.1. FONCTIONNEMENT	!	!
Carburant + entretien	!	1.834.000 !
Indemnités enquêteurs : 22 x 12 x 10 x 10.000	!	2.640.000 !
Fournitures bureau	!	500.000 !
Perdiems 2 cadres x 7.500 x 3 fois x 15 j x 2	!	675.000 !
Perdiems chauffeur	!	!
2.500 x 3 fois x 15 x 1	!	112.500 !
Primes secrétariat : 15.000 x 12 mois	!	180.000 !
Frais poste	!	200.000 !
Fourniture d'enquête	!	240.000 !
	!	!
III.2. FORMATION	!	600.000 !
	!	!
III.3. IMPREVUS	!	200.000 !
	!	!
TOTAL SUIVI MARCHES A BETAIL	!	7.181.500 !
	!	!
IV. GESTION BANQUE DE DONNEES	!	!
- Equipement : 1 mobylette	!	300.000 !
Microl	!	1.500.000 !
- Indemnités responsable	!	!
15.000 x 12 mois	!	180.000 !
	!	!
Sous total Gestion centrale d'Information	!	1.980.000 !
	!	!
V. OPERATION PILOTE : "CONSOMMATION DES CEREALES EN MILIEU URBAIN".	!	!
	!	!
C'est une reconduction de l'opération de 3è Année qui n'a pas pu être réalisée.	!	!
	!	!
V.1. FORMATION	!	!
17 enq. x 1.500 F x 3 j	!	76.500 !
3contrôl. x 2.000 F x 3 j	!	18.000 !
1 form. N'djamena : 5.000 x 3 j	!	15.000 !
1 form Moundou : 7.500 F x 5 j	!	37.500 !
1 chauf. : 2.500 F x 5 j	!	12.500 !
Carburant : 1.500 km x 100	!	150.000 !
	!	!
V.2. COLLECTE	!	!
Salaires enq.:17 enq. x 3 mois x 30.000 F	!	1.530.000 !
Salaires contrôl. recrutés	!	!
2 contrôl. x 3 mois x 40.000 F	!	240.000 !

Indemnités autres contrôleurs		
1 contrôl. x 3 mois x 13.000 F		39.000
Indemnités superviseurs		
2 x 3 mois x 60.000 F		360.000
Indemnités déplacement contrôleurs		
3 contrôl. x 3 mois x 15.000 F		135.000
Indemnités déplacement enquêteurs		
17 enq. x 3 mois x 5.000 F		255.000
Perdiems superviseur		
1 sup. x 11 j x 2 missions x 7.500 F		165.000
Perdiems chauffeur		
1 chauf. x 11 j x 2 missions x 2.500 F		55.000
Carburant N'djamena : 3 mois x 1.000 km x 100		300.000
Carburant autre centre urbain		
2 missions x 1.000 km x 100		200.000
Entretien véhicules		500.000
Fournitures de bureau		500.000
Fournitures enquêtes : 17 enq. x 6 x 2.000		204.000
Balances : 5 x 15.000 F		75.000
V.3. TRAITEMENT - PUBLICATION		900.000
V.4. IMPREVUS		292.500
TOTAL OPERATION CONSOMMATION		6.060.000
TOTAL TCHAD		44.003.250

A N N E X E II.3

BUDGET PREVISIONNEL OPERATIONS PILOTES

TABLEAU No III-1: RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 4EME ANNEE "OPERATIONS PILOTES" DIAPER II

INTITULE	BUDGET 4ème Année	FINANCEMT ITALIE	FINANCEMT FED
I.SEMINAIRES TECHNIQUES/FORMATION			
1.1 Séminaire "Gestion Information pour Sécurité Alimentaire"	16.000.000	16.000.000	0
1.2 Séminaire sur "Enquête Consommation Céréalière"	14.000.000	14.000.000	0
1.3 Réunion Bilan Campagne 91/92 2 à 3 pers. / pays + Invités	16.000.000	16.000.000	0
1.4 Séminaire sur résultat "Etude commercialisation bétail"	14.000.000	14.000.000	0
1.5 Séminaire sur "Gestion Centrale d'information et le traitement informatique des enquêtes avec le logiciel SP6"	14.000.000	14.000.000	0
TOTAL I	74.000.000	74.000.000	0
II. ENQUETES REGIONALES			
2.1 Consommation Céréalière Urbaine au Cap Vert	8.106.000	8.106.000	0
2.2 Consommation Céréalière rurale au Niger (suite)	2.000.000	2.000.000	0
2.3 Consommation Céréalière Urbaine au Tchad	6.060.000	6.060.000	0
2.4 Opération Pertes céréalières au Sénégal	6.000.000	6.000.000	0
2.5 Opération Pertes céréalières au Mali	6.000.000	6.000.000	
2.6 Opération Pertes céréalières en Mauritanie	5.250.000	5.250.000	0
2.7 Circuits Commercialisation bétail : réunion briefing à Ouaga (9 à 10 Pers.) et complément éventuel Enquête Terrain	20.000.000 (*)	20.000.000	0
2.8 Etude sur Bilan animalier au Mali	4.000.000 (1)	4.000.000	
2.9 Etude sur flux transfrontière en Gambie	6.000.000	6.000.000	
2.10 Suivi zones à risques au Sénégal	7.566.000	7.566.000	0
2.11 OP Télédection avec SRNR et Agrhymet	7.000.000 (1)	7.000.000	0
2.12 Appui SOMEA	94.000.000	94.000.000	0
TOTAL II	171.982.000	171.982.000	0
TOTAL I et II	245.982.000	245.982.000	0

(1) fonds gérés par Eca Centrale

BUDGET 4 EME ANNEE "OPERATIONS PILOTES REGIONALES"

(Annexe 7. Proposition de financement) (en 1.000 F CFA)

I. SEMINAIRES TECHNIQUES OU DE FORMATION		FINANCT FED	FINANCT ITALIE	OBSERVATIONS
1.1. Séminaire sur "gestion de l'information sur la sécurité alimentaire" (3 à 4 pers. par pays avec ECA + Autres invités) PM				Ce séminaire n'a pas pu avoir lieu en 3° année.
. Perdiems	8.000		8.000	Il aura lieu
. Transport	6.000		6.000	début Juin 91
. Divers	2.000		2.000	
S/Total	16.000		16.000	
1.2. Séminaire "Résultats enquête consommation céréalière" (2 à 3 pers./ pays + ECA)				Ce séminaire prévu dans le cadre de 3°
. Perdiems	7.000		7.000	année n'aura
. Transport	5.000		5.000	lieu qu'en
. Divers	2.000		2.000	Septembre 91
S/Total	14.000		14.000	
1.3. Réunion pour bilan campagne 91/92 (3 à 4 pers. par pays + Eca)				
. Perdiems	8.000		8.000	
. Transport	6.000		6.000	
. Divers	2.000		2.000	
S/Total	16.000		16.000	
1.4. Séminaire sur résultats "Etude commercialisation Bétail" (2 à 3 personnes/pays + Eca)				
.perdiems	7.000		7.000	
.Transport	5.000		5.000	
.Divers	2.000		2.000	
S/Total	14.000		14.000	
1.45 Séminaire sur la Gestion de la centrale d'information et le traitement des enquêtes avec le logiciel SP6 (2 à 3 personnes/pays)				
.perdiems	7.000		7.000	
.Transport	5.000		5.000	
.Divers	2.000		2.000	
S/Total	14.000		14.000	
TOTAL	74.000		74.000	
II ENQUETES REGIONALES				
Le détail de chaque budget est inclus dans le devis de chaque pays concerné				

A N N E X E III

PERSONNES RENCONTREES

3.1. BURKINA FASO

La mission était composée de :

M. BA IBRAHIMA DEMBA,	Coordonnateur DIAPER
M. COULIBALY Oumar,	Animateur local
M. RAMPNOUX Guy,	Représentant OSCE
M. RAMBAUD,	Représentant Délégation CCE

Personnes rencontrées :

M. DJIGMA Albert,	Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage
M. BADOLO Gaspard,	Chef du service statistique agricole à la DEP
M. Gerhard VAN 'T LAND,	Chef de Projet Planification Rurale (PPR) Hollandais
M. WRIGHT Jeffrey	Repésentant USAID du FEWS (Famine Early Warning System)
M. Théodore SAWADOGO,	Directeur de l'INSD
M. KABORE Henri,	Directeur Général de l'OFNACER
M. NANA Jean,	Chef de la cellule DIAPER à l'OFNACER
M. BARRY Inoussa,	CNLES (Comité National de Lutte contre les Effets de la Sécherèsse)
M. OUEDRAOGGO Laurent,	CNLES
M. BAUDET,	Responsable Programmes Régionaux à la DG VIII - Bruxelles,
M. PERILLE,	Conseiller, Responsable des Programmes Régionaux à la Délégation à Ouagadougou

3.2. CAP VERT

La mission était composée de :

M. BA IBRAHIMA DEMBA,	Coordonnateur DIAPER
M. KATCHE ILLO,	Animateur local
M. Guy RAMPNOUX,	Représentant OSCE
M. Stéphane MARY,	Représentant Délégation CEE

Personnes rencontrées :

Mme TAVARES Magda,	Chef de la division statistique, chef de file
Mme ORTET Eva,	Directrice du développement agraire
Mme ANDRADE Aleluia,	Directrice GEP,
M. Melo SAMPAIO	faisant fonction de Délégué de la CEE
M. BAGARRE Daniel,	Conseiller technique au GEP

3.3. GAMBIE

La mission était composée de :

M. BA IBRAHIM DEMBA,	Coordonnateur DIAPER
M. SAMAKE Moussa,	Animateur local
M. RAMPNOUX Guy,	Représentant OSCE

Personnes rencontrées :

M. TAYLOR Anthony,	Directeur adjoint, Department of planning
M. SANNEH B.B.	Ministry of Agriculture, CONACILSS
M. S. BAHOUM ,Victor,	Senior Statisticien au PPMU
M. H. JALLOW Yaya,	Statisticien au PPMU

3.4. GUINEE-BISSAU

La mission était composée de :

M. BA IBRAHIM DEMBA,	Coordonnateur DIAPER
M. KATCHE ILLO,	Animateur local
M. IRIGOYEN José Maria	OSCE Luxembourg

Personnes rencontrées :

M. COREA CARLOS,	Ministre du Développement rural
M. COLLINGWOOD,	Délégué CCE
M. DIAS Nelson,	Directeur général du GAPLA
M. BATICAN,	Directeur adjoint de l'Elevage
M. JAO ANNIBAL,	Chef de la Division Statistique agricole au GAPLA
M. BOISSY,	Directeur du BPSA
M. ILDO,	Cadre de la Division Statistique Agricole

3.5. MALI

La mission était composée de :

M. BA IBRAHIMA DEMBA,	Coordonnateur DIAPER
M. SY ADAMA,	Animateur local
M. RAMPNOUX Guy,	Représentant OSCE
M. LEFEBVRE,	Représentant la Délégation

Personnes rencontrées :

M. DIARRA Niamanto,	Ministre du Plan
M. HAIDARA Moulaye,	Ministre de l'Agriculture
M. BA Ibrahim Bocar,	Directeur de cabinet du Ministre des Finances
M. VANHAEVERBKE,	Délégué CCE à Bamako
M. TRAORE Moussa,	Chef de la Division Planification à l'Agriculture, chef de file de DIAPER II

M. KONATE,	Chef de la section Etudes et Programmation à l'élevage
M. KONATE Siné,	Division statistique de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
M. CAMARA Bandiougou,	Chef de la section statistique agricole
M. COULIBALY Mahamane,	Chef de la section assistance agro-météorologique
M. DOUMBIA Abou,	OMBEVI
M. TOURE,	Chef de la Division Projets et programmes, DNA par intérim
M. DRAVE El Hacen,	CONACILSS
M. CISSE Lamine,	Directeur de la DNSI
M. Dr TIMBO,	Directeur de l'élevage
M. KONATE,	Elevage
M. Dr BAGAYOBO,	Responsable DIAPER à l'élevage
M. Dr BA Oumar,	Directeur général adjoint DNSI
Mme SIDIBE,	Directeur adjoint DNSI
M. DIARRA Sékouba,	Chef division enquêtes DNSI, représentant composante DIAPER
M. BARBATEL Paul,	Représentant FEWS USAID
M. CAMARA Abou,	FEWS
M. Dr GUINDO Ousmane,	Conseiller technique
M. M. SALL Abdoulaye,	Directeur Général OPAM
M. KONATE,	OPAM, Chargé de la sécurité alimentaire
M. DIARRA Birama,	Chef Division Agrométéorologie
M.	Directeur du Budget
M. DIEGUEZ Gôzalo Ribo,	Directeur des opérations, PAM, PRMC
M. CHARPENTIER,	PAM

3.6. MAURITANIE

La mission était composée de :

M. SY ADAMA,	Animateur local
M. RAMPNOUX Guy,	Représentant OSCE
M. VON BIELER Hans,	Conseiller Développement rural, Délégation CCE/FED

Personnes rencontrées :

M. Achour Ould SAMBA,	Secrétaire général du MDR
M. ZEINI Ould Sidi Mohammed,	Chef du Service Statistiques Agricole (SSA), Chef de file DIAPER
M. KPONTON Anani,	CTP FAO projet "Consolidations des Statistiques agricoles"
M. BIRANTE Soumaré,	Directeur Adjoint de l'agriculture
M. CAMARA Abdoul AZIZ,	Bureau Amélioration de l'élevage, Direction de l'élevage
M. SOW Ibrahima,	Responsable cellule Achat Paddy, CSA
M. GANDEGA Yelli,	Chef de service AGRHYMET
M. MAR Mamadou,	Service statistique de l'élevage
M. YAHYA,	Directeur de l'agriculture

M. TAHARA,	Chef de service protection des végétaux
M. BA Mamoudou Yero Besse,	Chef de service vulgarisation et production agricole
M. Mohamed El MOCTAR Ould Moustapha,	Directeur de l'élevage
Dr LACOSTE,	Conseiller technique du Directeur
M. SALEM Ahmed,	CONACILSS, Conseiller technique du Ministre
M. EDELINE Jean,	Représentant Résident PNUD
M. Mohammed ABDALLAH,	Directeur Office National Statistiques (ONS)
M. SIDINA,	Chef du département Opérations (ONS)
M. Ould BOUMEIS,	Chef du département Démographie(ONS)
M. DESTRE,	Conseiller Technique du Directeur (ONS)
M. BABETA Mohammed,	Commissaire Adjoint à la Sécurité Alimentaire
M. BOULCANE,	Représentant Résident FAO
M. AMAR Ould Amar,	Chef de bureau administratif du SSA
M. LY Amidou,	Direction de l'Agriculture, Ministère du Développement Rural
M. COURBOIS Michel,	Conseiller technique, MDR
M. ZIO Thomas,	VNU Projet "Consolidation des Statistiques Agricoles
M. RAKOTOMAHEFASON Aimé,	Expert Projet "Consolidation des Statistiques Agricoles
M. M.J. Jochem ZUIDBERG,	Délégué du FED

2.7. NIGER

La mission était composée de :

M. MARTINET Daniel,	Animateur local
M. RAMPNOUX Guy,	Représentant OSCE
M. CHAVEZ,	Conseiller agriculture à la Délégation

Personnes rencontrées :

M. Adamou SOUNA,	Ministre de l'Agriculture
M. OUMAR MALLAM SOULEY,	Chargé de la coordination statistique à la DEP
M.	Directeur du SAP
M. DADDY DAN BAKOYE,	chef du service de statistique agricole
Mme KAGAN Claudine,	Assistant technique FAC
M. Alio MAIDOUKIA,	Chef du service météo
M. Idrissa KOUBOKOYE,	Directeur de l'OPVN
M. Alassane SOULEYMANE,	Chef de service des études et système d'information sur le marché des céréales à l'OPVN
M. VON KATTE,	Projet Stock de réserve RFA OPVN
M. Udo BREMER,	Projet Stock de réserve RFA OPVN
Dr Seydou OUMAROU,	Directeur de l'élevage
Dr Chibkao MAITOURARE,	Vétérinaire Direction Elevage
Dr Gado AMADOU,	Ingénieur Zootechnicien
M. Chimère DIAGNE,	Directeur DEP par intérim
M. LAWALI,	DEP

2.8. SENEGAL

La mission était composée de :

M. BA IBRAHIM DEM BA,	Coordonnateur DIAPER
M. SAMAKE Moussa,	Animateur local
M. RAMPNOUX Guy,	Représentant OSCE
M. CHAMBELLAN,	Conseiller Agricole à la Délégation

Personnes rencontrées :

M. Assane FALL,	Directeur du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)
Colonel Oumar KANE,	Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture
M. SORGHO,	CTP Projet FAO à l'agriculture
M. KAMARA Amadou Mustapha,	Directeur de l'agriculture
Dr TOURE,	Directeur de l'élevage,
Mme Awa THIONGANE,	Directrice des Statistiques générales,
M. Moussa CISSE,	Responsable du Système d'Information sur les Marchés au Commissariat Sécurité Alimentaire
Colonel Oumar KANE,	Commissaire à la Sécurité alimentaire (CSA)
M.	Directeur de cabinet du Ministre
M.ABDOULAYE AZIZ DIEDHIOU,	Cadre au CONACILSS
M. CHEIKH IBRAHIM N'DIAYE,	Chef de la division statistique agricole au à la Direction de l'agriculture
M. ABDOULAYE M'BAYE,	Chef de division Etudes et Programmation à l'élevage
M. GILBERT N'DONG,	Ingénieur agro-zootechnicien, chef des statistiques à la Direction de l'élevage
M. NIANG,	Comptable du Ministère agriculture

2.9. TCHAD

La mission était composée de :

La mission n'a pas pu se rendre à N'Djaména pour les raisons d'avion. Il a été demandé à M. BRILLEAU Alain de discuter avec M. DONDASSE Jean, Animateur local, M. MUGABE Lotard, Chef du Bureau des Statistiques Agricoles et M. O. HENAO, Conseiller à la Délégation CCE N'Djaména.

A N N E X E IV

CALENDRIER DES ENTRETIENS

CALENDRIER REUNIONS BURKINA FASO

Lundi 4 Février 1991

9H	Rencontre avec le chef de file Burkina Chef du service statistique agricole à la DEP, BADOLO Gaspard
9H30	Réunion avec chef de Projet Planification Rurale (PPR)
10H	Réunion programmation bilan 3ème année DIAPER
15H	Réunion à l'USAID avec le représentant du FEWS
16H	Réunion de programmation avec le Directeur de l'INSD

Mardi 5 Février 1991

9H	Rencontre avec Directeur Général de l'OFNACER
10H	Rencontre avec le Directeur du CNLES
16H	Rencontre avec le Ministre de l'Agriculture
17H	Réunion à la Délégation

CALENDRIER REUNIONS CAP VERT

Jeudi 17 Janvier

14H	Rencontre avec le chef de file : Mm TAVARES
16H	Visite de courtoisie à la CCE

Vendredi 18 Janvier

9H	Réunion de programmation avec la composante nationale
14H	Poursuite de la rèunion
17H	Rencontre avec M. le Secrétaire d'Etat au Développement rural

CALENDRIER REUNION GAMBIE

Lundi 21 Janvier

11H	Visite de courtoisie au Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture
13H	Réunion de programmation avec la composante nationale

CALENDRIER REUNIONS MALI

Mercredi 6 Février

10H	Prise de contact avec l'animateur local et le représentant de la Délégation
11H	Réunion de programmation
13H30	Présentation de la mission au Directeur par intérim DNA
14H	Présentation de la mission au CONACILSS

Jeudi 7 Février

8H	Rencontre du Ministre du Plan
9H	Rencontre du Ministre de l'Agriculture
12H	Rencontre du Directeur de l'élevage
12H30	Rencontre avec OMBEVI
13H	Rencontre avec la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI)
14H30	Rencontre FEWS/US AID

Vendredi 8 Février

8H	Rencontre conseiller technique du Ministre de l'élevage (en l'absence du Directeur de Cabinet)
10H	Rencontre avec Directeur OPAM/SIM (Office des Produits Agricoles du Mali)
10H30	Rencontre avec Division Agro-météorologie
12H	Visite au Délégué du FED
12H30	Visite au Directeur de Cabinet du Ministre des Finances
13H30	Visiste au PAM, Projet PRMC

CALENDRIER REUNIONS MAURITANIE

Lundi 11 Février

12H45	Réunion composante nationale

Mardi 12 Février

8H30	Rencontre Directeur de l'Agriculture
10H	Rencontre Directeur de l'élevage
11H30	Rencontre avec le CONACILSS
12H	Rencontre avec le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural
13H	Rencontre avec le Représentant Résident du PNUD
13H45	Réunion avec l'Office National des Statistiques (ONS)

Mercredi 13 Février

9H	Rencontre avec le Commissaire adjoint à la Sécurité Alimentaire
10H25	Rencontre avec le Représentant Résident FAO
12H	Réunion de programmation avec la composante nationale

Jeudi 14 Février

9H	Réunion de programmation 4ème année DIAPER II
11H15	Réunion avec le Délégué du FED

Vendredi 15 Février

18H	Rencontre avec le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural

CALENDRIER REUNIONS NIGER

Lundi 28 Janvier

9H	M. MARTINET,	Animateur local DIAPER
9H30	M. ABBA	Directeur du SAP
10H	M. DADDY DAN BAKOYE,	chef du service de statistique agricole
10H	Mme KAGAN,	Assistant technique FAC
11H	M. CHAVEZ,	Conseiller agriculture à la Délégation

1Réunion de programmation

Mardi 29 Janvier

9H	Rencontre avec le chef de service de la statistique agricole
10H	Réunion de programmation au service de statistique agricole
11H	Réunion de programmation sur le projet suivi de campagne à la Météo
16H	Réunion de programmation sur le volet SIM à l'OPVN

Mercredi 30 Janvier

16H	Réunion avec Directeur de l'élevage et des Productions animales

Jeudi 31 Janvier

11H	Rencontre avec le Ministre de L'Agriculture
16H	Réunion de synthèse

Vendredi 1er Février

9H30	Réunion de travail pour la rédaction d'une note technique au Ministre

CALENDRIER REUNIONS SENEGAL

Mercredi 22 Janvier

9H	Entrevue avec SORGHO CTP Projet FAO à l'agriculture
10H	Réunion à la DISA (stats Agricoles)
11H	Rencontre avec KAMARA Directeur de l'agriculture
14H	Rencontre avec le Directeur de l'élevage, Dr TOURE
15H	Rencontre avec la Directrice des Statistiques générales, Mme Awa THIONGANE

Jeudi 23 Janvier

9H	Rencontre avec le responsable du Système d'Information sur les Marchés, M. Moussa CISSE
10H	Poursuite de la réunion de programmation à l'agriculture
11H	Rencontre avec le Commissaire à la Sécurité alimentaire, le Colonel Oumar KANE

Vendredi 24 Janvier

10H	Rencontre avec le responsable agricole à la Délégation, M. CHAMBELLAN
11H	Rencontre avec le Directeur de l'Agriculture Kamara
12H	Rencontre avec le Directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture
14H	Réunion de mise au point du budget avec SAMAKE et ABDOULAYE AZIZ DIEDHIOU